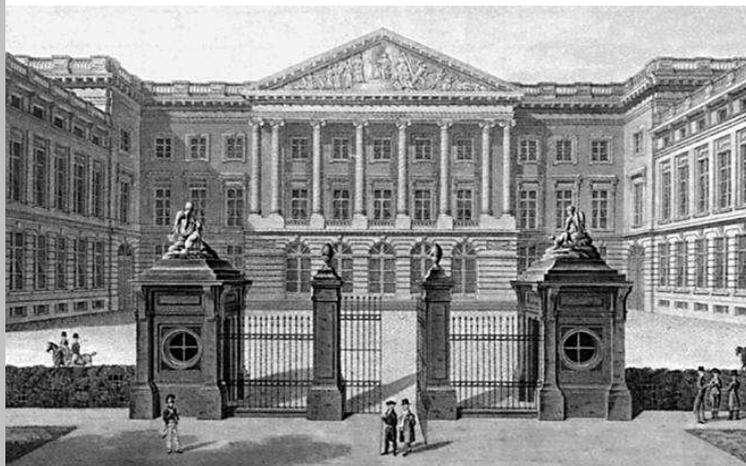


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011



5-9COM

Commission des Affaires sociales

Mercredi 1^{er} décembre 2010

Séance du matin

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Sociale
Aangelegenheden**

Woensdag 1 december 2010

Ochtendvergadering

5-9COM

Belgische Senaat
Gewone zitting 2010-2011

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

<p>Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «l'objectif de la lutte contre la pauvreté dans la stratégie Europe 2020» (n° 5-54).....4</p> <p>Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les résultats et la Déclaration finale de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale» (n° 5-79)5</p> <p>Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'appel à projets 'Actions en faveur des personnes handicapées' du 22 octobre 2010» (n° 5-65).....7</p> <p>Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'article 33 de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées» (n° 5-115)11</p> <p>Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'application Handiweb» (n° 5-116)17</p> <p>Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au ministre des Pensions et des Grandes villes sur «plusieurs problèmes ponctuels dans le cadre des estimations de pension» (n° 5-66)18</p> <p>Demande d'explications de M. Dirk Claes au ministre des Pensions et des Grandes villes sur «la prise en compte d'une bonification pour diplôme en tant qu'enseignant en vue de la retraite anticipée dans le régime des travailleurs salariés» (n° 5-117)21</p> <p>Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur «le curriculum vitae anonyme» (n° 5-47).....23</p> <p>Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «l'aveu de faillite de la société Brink's» (n° 5-81).....25</p> <p>Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «les jours d'ouverture des musées Constantin Meunier et Wiertz» (n° 5-82)27</p> <p>Demande d'explications de M. Bart Tommelein à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «l'affiliation des mandataires politiques à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants» (n° 5-3).....30</p>	<p>Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de armoededoelstelling in de strategie Europa 2020» (nr. 5-54) 4</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de resultaten en de Eindverklaring van het Europees Jaar van de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting (2010)» (nr. 5-79) 5</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «de projectoproep 'Acties ten gunste van personen met een handicap' van 22 oktober 2010» (nr. 5-65) 7</p> <p>Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «artikel 33 van het Verdrag van de Verenigde Naties voor gelijke rechten voor personen met een handicap» (nr. 5-115) 11</p> <p>Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «de Handiwebtoepassing» (nr. 5-116) 17</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over «een aantal punctuele problemen bij het opmaken van pensioenramingen» (nr. 5-66) 18</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Dirk Claes aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over «het in aanmerking nemen van een diplomabonificatie als onderwijskracht voor het vervroegde pensioen in het werknemersstelsel» (nr. 5-117) 21</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid en aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over «het anonieme curriculum vitae» (nr. 5-47) 23</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de faillissementsaanvraag van de vennootschap Brink's» (nr. 5-81) 25</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de openingsdagen van het Constantin Meunier- en het Wiertzmuseum» (nr. 5-82) 27</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bart Tommelein aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de aansluiting bij een sociale kas voor zelfstandigen als politiek mandataris» (nr. 5-3) 30</p>
---	--

Présidence de M. Dirk Claes*(La séance est ouverte à 9 h 35.)***Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «l'objectif de la lutte contre la pauvreté dans la stratégie Europe 2020» (n° 5-54)**

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Lors du sommet européen du 17 juin 2010, on est arrivé à un accord sur la stratégie Europe 2020. Cette stratégie a comme objectif d'aider l'Europe à se rétablir de la crise économique et de faire en sorte que l'Europe sorte renforcée de la crise et se focalise sur l'emploi et une croissance intelligente, durable et inclusive.*

À la demande pressante de la Commission européenne et d'un certain nombre d'États, dont la Belgique, la lutte contre la pauvreté a été reprise parmi les cinq objectifs centraux de cette stratégie. Concrètement l'UE veut promouvoir l'inclusion sociale, en particulier en se donnant comme but une diminution de 20 millions du nombre de pauvres.

Ce qui est nouveau, c'est qu'au niveau européen on ne se limite plus à considérer la pauvreté à travers un indicateur de pauvreté relative, le risque de pauvreté, mais qu'il est fait usage de deux nouveaux indicateurs, à savoir le dénuement matériel et le nombre de ménages sans emploi.

Cette extension à trois indicateurs est le résultat d'une demande expresse du Conseil européen faite en vue de faire répondre aux préoccupations de plusieurs États membres. Dans la stratégie Europe 2020, les États sont libres de se fixer des objectifs nationaux basés sur l'un des indicateurs ou sur une combinaison de plusieurs de ceux-ci.

Le Conseil européen insiste auprès des États membres pour qu'ils définissent au plus tôt les priorités politiques pour la réalisation des objectifs de la nouvelle stratégie. Il est demandé aux États de s'accorder avec la Commission sur les objectifs et les taux cibles nationaux.

Le secrétaire d'État pourrait-il faire le point sur ce dossier ? La Belgique a-t-elle déjà choisi son ou ses indicateurs de mesure du progrès de réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté de la stratégie Europe 2020. Si ce choix a été fait, de quel indicateur ou de quels indicateurs s'agit-il ? Sinon quand pareille décision sera-t-elle prise ? Le gouvernement en affaires courantes peut-il exprimer une position claire sur ce sujet ?

La Belgique s'est-elle déjà fixé un objectif chiffré pour la réduction du nombre de personnes vivant dans la pauvreté ? Si oui, quel est-il ? Sinon, quand sera-t-il défini ? Le gouvernement en affaires courantes peut-il exprimer une position claire à ce sujet ?

Les communautés sont-elles ou ont-elles été suffisamment associées à ce processus ? Le secrétaire d'État peut-il expliquer en détail la procédure de décision et expliciter le rôle qu'y jouent les entités fédérées ?

Voorzitter: de heer Dirk Claes*(De vergadering wordt geopend om 9.35 uur.)***Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de armoededoelstelling in de strategie Europa 2020» (nr. 5-54)**

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Tijdens de Europese top van 17 juni 2010 werd een akkoord bereikt over de strategie Europa 2020. Die strategie heeft als doel Europa te helpen bij het herstel na de economische crisis en ervoor te zorgen dat Europa versterkt uit de crisis komt, met oog voor werkgelegenheid en slimme, duurzame en inclusieve groei.*

Op aandringen van de Europese Commissie en een aantal EU-lidstaten – waaronder België – werd ook armoedebestrijding opgenomen als een van de vijf centrale doelstellingen van deze strategie. Concreet wil de EU de sociale inclusie bevorderen, in het bijzonder door een daling van de armoede, waarbij als streefdoel een vermindering van het aantal mensen in armoede met 20 miljoen voorop wordt gesteld.

*Nieuw is dat de armoede op Europees niveau niet langer uitsluitend wordt berekend op basis van het cijfer van de relatieve armoede – de zogenaamde *at-risk-of-poverty rate* – maar dat daarnaast gebruik gemaakt wordt van twee nieuwe indicatoren, namelijk materiële tekorten, *material deprivation*, en het aantal gezinnen waar niemand tewerkgesteld is of waar een lage arbeidsintensiteit is, *jobless households*.*

Deze uitbreiding naar drie indicatoren kwam er op uitdrukkelijke vraag van de Europese Raad om tegemoet te komen aan de bekommernissen van de verschillende lidstaten. Volgens de strategie Europa 2020 zijn de lidstaten vrij om de nationale doelstellingen in te vullen op basis van één of een combinatie van verschillende van de drie indicatoren.

De Europese Raad spoort de lidstaten aan om spoedig de beleidsprioriteiten voor de realisatie van de basisdoelstellingen van de nieuwe strategie te implementeren. Aan de lidstaten wordt gevraagd om in dialoog met de Europese Commissie de nationale doelstellingen en streefcijfers overeen te komen.

Kan de staatssecretaris een stand van zaken geven in dit dossier? Heeft België zijn indicator of indicatoren voor het meten van de voortgang bij het realiseren van de armoededoelstelling van de strategie Europa 2020 al bepaald? Zo ja, van welke indicator of indicatoren zal België gebruik maken? Zo neen, wanneer zal een beslissing worden genomen over de te gebruiken indicatoren? Kan de federale regering in lopende zaken daarover met een duidelijk standpunt naar buiten treden?

Heeft België al een streefcijfer als nationale doelstelling voor het verminderen van het aantal mensen in armoede? Zo ja, welk streefcijfer schuift België naar voor als nationale doelstelling voor het verminderen van het aantal mensen in

M. Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté. – *Pour la première fois, en effet, l'Europe s'est fixé un objectif de réduction de la pauvreté dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Par l'élaboration d'un projet de plan de réforme national, qui devait être transmis à l'Europe à la mi-novembre, l'objectif de pauvreté pour la Belgique a été précisé. La Belgique a décidé d'utiliser les trois indicateurs proposés par l'Union européenne : la pauvreté relative, le dénuement matériel et le nombre de ménages sans emploi.*

La Belgique vise à diminuer de 350 000 à 380 000 le nombre de pauvres dans les dix années à venir. Il est évident que cet objectif a été fixé en concertation avec les communautés et les régions et que le plan attire l'attention sur la situation de la Belgique où le gouvernement fédéral démissionnaire.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les résultats et la Déclaration finale de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale» (n° 5-79)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont déclaré 2010 Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle a pour objectif se sensibiliser un public aussi large que possible à la pauvreté et à inscrire ce sujet à l'ordre du jour politique de l'Union européenne et de ses États membres.*

En tant que présidente de l'Union, la Belgique joue un rôle important dans la coordination de l'Année européenne. Elle a à cet effet avancé plusieurs thèmes prioritaires : le débat sur le revenu minimum, la politique de logement, la lutte contre le sans-abrisme et la découverte de solutions à la pauvreté intergénérationnelle et la pauvreté des enfants.

La Belgique doit veiller à ce que l'apport des colloques et conférences se traduise par les initiatives politiques nécessaires. Le bilan de certaines initiatives est déjà connu. La stratégie Europe 2020 a ainsi été adoptée en juin et elle prévoit entre autres un important objectif relatif à la pauvreté.

Le sommet de l'Union qui aura lieu à la fin de décembre sera attentif à la problématique de la pauvreté et à l'Année européenne. La Présidence belge entend terminer cette dernière par une ambitieuse Déclaration finale de manière à ce que le thème continue à bénéficier de l'attention nécessaire après la fin de l'Année européenne. Nous devons en effet absolument éviter d'arriver à la conclusion, le 31 décembre 2010, que nous n'avons pas réussi, malgré tous les forums, colloques et congrès, à fixer des objectifs

armoede? Zo neen, wanneer zal een streefcijfer bepaald worden? Kan de federale regering in lopende zaken daarover met een duidelijk standpunt naar buiten treden?

Werden of worden de gemeenschappen voldoende betrokken bij dit proces? Kan de staatssecretaris de beslissingsprocedure toelichten en aangeven welke rol de deelstaten in dit proces innemen?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *Europa heeft inderdaad voor het eerst een armoededoelstelling bepaald in het kader van de strategie EU 2020. Bij het opstellen van het ontwerp voor een nationaal hervormingsplan, dat midden november aan Europa moest worden bezorgd, werd de armoedetarget voor België concreter gemaakt. België heeft beslist om gebruik te maken van de drie indicatoren die Europa heeft voorgesteld: relatieve armoede, material deprivation en jobless households.*

België streeft ernaar de komende tien jaar het aantal armen te verminderen met 350 000 à 380 000 mensen. Uiteraard werd dit streefcijfer volledig in overleg met de gemeenschappen en gewesten bepaald en wordt in het plan gewezen op de situatie van België, met een ontslagnemende federale regering.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de resultaten en de Eindverklaring van het Europees Jaar van de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting (2010)» (nr. 5-79)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie hebben 2010 uitgeroepen tot het Europees Jaar van de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting. Het Europees Jaar heeft tot doel een zo ruim mogelijk publiek te sensibiliseren voor armoede en de armoedeproblematiek op de politieke agenda te brengen van de EU en haar lidstaten.*

Als voorzitter van de Europese Unie speelt België een belangrijke rol in de coördinatie van het Europees Jaar. België heeft hiervoor een aantal prioritaire thema's naar voren geschoven, met name het debat over het minimuminkomen, het huisvestingsbeleid, de strijd tegen dak- en thuisloosheid en het vinden van oplossingen voor generatiearmoede en armoede bij kinderen.

België moet er mee op toezien dat de inbreng uit colloquia en conferenties uitmondt in de nodige beleidsinitiatieven. Van sommige initiatieven is de balans reeds bekend. Zo werd in juni de toekomststrategie Europa 2020 goedgekeurd, met daarin onder andere een belangrijke armoededoelstelling.

De EU-top van eind december zal aandacht besteden aan de armoedeproblematiek en het Europees Jaar. Het Belgisch voorzitterschap heeft de ambitie het Europees Jaar af te sluiten met een ambitieuze Eindverklaring, zodat het thema ook na afloop van het Europees Jaar de nodige aandacht zal blijven behouden. We moeten immers absoluut voorkomen dat we op 31 december 2010 tot de conclusie komen dat we er ondanks alle fora, colloquia en congressen niet in geslaagd

ambitieux et que nous n'avons donc rien fait contre la pauvreté.

Pour préparer la Déclaration finale, le Comité belge d'accompagnement de l'Année européenne s'est concerté à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, sous la coordination du Service de lutte contre la pauvreté. Les thèmes prioritaires figureront certainement dans la Déclaration mais j'entends aussi retrouver dans une déclaration ambitieuse certains résultats importants et des engagements forts pour l'avenir. C'est la raison pour laquelle nous sommes, juste avant la fin de l'année, à un moment intéressant pour dresser un bilan provisoire.

Le secrétaire d'État peut-il m'indiquer les résultats concrets – tant vis-à-vis des priorités avancées par la Belgique que dans les autres domaines – sur lesquels l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a débouché jusqu'à présent et ceux qui sont encore attendus avant la fin de l'année ? Quel rôle la Belgique a-t-elle joué dans l'obtention de chacun de ces résultats ?

A-t-on par ailleurs encore lancé et/ou préparé des initiatives qui ne pourront être menées à terme qu'à un stade ultérieur ? Si oui, lesquelles ?

Quelles démarches la Belgique entreprendra-t-elle pour poursuivre ces initiatives après la fin de la Présidence européenne ?

Le secrétaire d'État peut-il dresser un état des lieux relatif à la Déclaration finale de l'Année européenne ? Quels engagements les institutions de l'Union européenne et les États membres prendront-ils dans la Déclaration finale ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté. – *Je remercie la sénatrice de tout cœur pour sa question relative aux résultats de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté. Bien entendu, la Belgique a tout fait pour obtenir de tous les États membres une Déclaration finale forte.*

Celle-ci a été préparée en étroite collaboration avec les organisations de terrain et par le biais du Comité d'accompagnement 2010 qui rassemble tous les acteurs de terrain au sein du Service de lutte contre la pauvreté qui a été désigné comme organisme national d'exécution pour l'Année européenne.

Dans le cadre de la présidence en trio de l'Union européenne, il a été convenu avec la Hongrie de conserver les priorités de la Présidence belge – la pauvreté des enfants, le revenu minimum et le sans-abrisme – et de les maintenir à l'ordre du jour européen.

Je ne peux encore donner aucun détail sur le contenu concret de la Déclaration finale puisque ce point figure encore à l'ordre du jour du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (EPSCO) du 6 décembre.

Je suis bien entendu disposé à venir commenter ici la Déclaration dès qu'elle aura été adoptée au niveau européen.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Je comprends que le secrétaire d'État ne puisse pas encore répondre de manière définitive à ma question mais ne pourrait-il pas indiquer quels sont les points concrets sur lesquels la Belgique*

zijn ambitieuze doelstellingen en streefcijfers te bepalen en dus eigenlijk niets zouden hebben gedaan aan de armoedeproblematiek.

Ter voorbereiding van de Eindverklaring hebben de jongste maanden diverse overlegmomenten van de Belgische stuurgroep van het Europees Jaar plaatsgevonden, onder de coördinatie van het Steunpunt Armoedebestrijding. In de verklaring zullen zeker de prioritaire thema's aan bod komen, maar in een ambitieuze verklaring verwacht ik ook een aantal belangrijke resultaten en sterke engagementen voor de toekomst terug te vinden. Het is daarom nu, net voor het einde van het jaar, een interessant moment om een voorlopige balans op te maken.

Graag had ik van de staatssecretaris vernomen welke concrete resultaten – zowel op het vlak van de door België naar voren geschoven prioriteiten als op andere vlakken – het Europees Jaar van de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting tot op heden al heeft opgeleverd of nog tegen eind december worden verwacht? Welke rol heeft België gespeeld bij het bereiken van elk van die resultaten?

Zijn daarnaast nog initiatieven opgestart en/of voorbereid die pas in een later stadium kunnen worden afgerond? Zo ja, welke?

Welke stappen zal België doen om die initiatieven na afloop van het Europees voorzitterschap verder te volgen?

Kan de staatssecretaris een stand van zaken geven met betrekking tot de Eindverklaring van het Europees Jaar? Welke engagementen zullen de instellingen van de Europese Unie en de lidstaten in de Eindverklaring aangaan?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *Ik dank de senator van harte voor haar vraag betreffende de resultaten van het Europees Jaar tegen Armoede. Uiteraard heeft België alles op alles gezet om van alle Europese lidstaten een sterke Eindverklaring te bekomen met betrekking tot het Europees Jaar tegen Armoede.*

De Eindverklaring werd voorbereid in nauw overleg met de organisaties op het terrein en via de Begeleidingscommissie 2010 die alle stakeholders verzamelt in het Steunpunt voor Armoedebestrijding dat als NIB, *National Implementing Body*, voor het Europees Jaar werd aangeduid.

In het kader van het EU-Triovoorzitterschap werd met Hongarije afgesproken de prioriteiten van het Belgisch Voorzitterschap, namelijk kinderarmoede, minimuminkomen en dakloosheid, verder te volgen en op de Europese agenda te houden.

Over de concrete inhoud van de Eindverklaring kan ik nog geen details geven, daar dat punt nog op de agenda van de Raad Werkgelegenheid, Sociaal beleid, Volksgezondheid en Consumentenzaken, de EPSCO, van 6 december staat.

Zodra de verklaring op Europees vlak is goedgekeurd, ben ik uiteraard bereid om ze hier verder toe te lichten.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). Ik begrijp wel dat de staatssecretaris nog niet definitief kan antwoorden op mijn vraag, maar zou hij niet kunnen aangeven welke concrete zaken België in de Eindverklaring beklemtoond wenst te

souhaite que l'accent soit mis dans la Déclaration finale ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté. – *Je voudrais proposer de discuter des résultats globaux à la fin de décembre au sein de cette commission. C'est aujourd'hui un peu prématuré car nous n'avons encore aucun accord définitif des États membres sur la Déclaration finale. Je reviendrai sur ce point à la fin de ce mois.*

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Je note déjà que le secrétaire d'État est disposé à venir discuter ici avec moi des résultats finaux. Sa réponse ne me satisfait toutefois pas tout à fait.*

J'espère que nous pourrons aller loin et que notre pays pourra jouer un rôle pionnier de manière à ce que de grands progrès puissent être faits au niveau européen dans la lutte contre la pauvreté. En tant que présidente, la Belgique doit marquer de son empreinte la politique européenne mais elle doit aussi, dans le cadre de l'Année européenne, respecter la tradition du Benelux et mettre le train européen sur les rails du solide modèle rhénan. De cette manière, décembre 2010 peut devenir un moment charnière de la lutte contre la pauvreté et ne pas seulement être une fin honorable de l'Année européenne.

Nous ne pouvons pas passer à côté de ce que le Pr Bea Cantillon appelle the window of opportunity. Depuis Lisbonne, l'Europe fait traîner les choses dans la lutte contre la pauvreté. La stratégie de Lisbonne, purement économique, ne nous offre absolument aucune solution. J'espère qu'en 2010, nous réussirons à imposer les politiques économique, écologique et sociale comme des piliers à part entière de la politique européenne.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'appel à projets 'Actions en faveur des personnes handicapées' du 22 octobre 2010» (n° 5-65)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *L'article 5 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 définit les matières personnalisables qui relèvent des compétences des communautés. Parmi ces compétences figure entre autres la politique relative aux handicapés à l'exception « (a) des règles et du financement des allocations aux handicapés en ce compris les dossiers individuels et (b) des règles relatives à l'intervention financière pour la mise au travail de travailleurs handicapés, octroyée aux employeurs occupant des handicapés ».*

Le secrétaire d'État a décidé de soutenir des projets qui sensibilisent l'ensemble de la société à la question du handicap ou qui facilitent la participation de personnes handicapées à la vie politique et publique, à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports.

La priorité sera donnée aux projets qui sensibilisent la société à la question du handicap, qui facilitent la participation des personnes handicapées à la vie politique et publique, à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports, ou qui sont

zien?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *Ik zou willen voorstellen om de globale resultaten eind december in deze commissie te bespreken. Nu is het een beetje te vroeg want we hebben nog geen definitief akkoord van de lidstaten over de Eindverklaring. Ik kom hier eind deze maand op terug.*

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Ik noteer alvast dat de staatssecretaris bereid is de eindresultaten hier met mij te komen bespreken. Zijn antwoord voldoet me echter niet helemaal.*

Hopelijk kunnen we zeer ver gaan en kan ons land een voortrekkersrol spelen zodat op Europees vlak grote stappen inzake armoedebestrijding kunnen worden gedaan. België moet niet alleen als voorzitter zijn stempel drukken op het Europees beleid ter zake, maar dient in het raam van het Europees jaar ook de Beneluxtraditie hoog te houden en de Europese trein op de rails van het sterke Rijnlandmodel te zetten. Zodoende kan december 2010 een scharniermoment in de armoedebestrijding worden en niet alleen een eervolle afsluiting van het Europees jaar.

We mogen wat professor Bea Cantillon the window of opportunity noemt, niet missen. Sinds Lissabon talmt Europa met de strijd tegen armoede. De louter economische Lissabonstrategie biedt immers totaal geen oplossing. Hopelijk zullen we er in 2010 in slagen om economie, ecologie en sociaal beleid als volwaardige pijlers van het Europees beleid door te drukken.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «de projectoproep 'Acties ten gunste van personen met een handicap' van 22 oktober 2010» (nr. 5-65)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Artikel 5 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalt welke persoonsgebonden beleidsmateries tot het bevoegdheidspakket van de gemeenschappen behoren. Tot deze bevoegdheden behoort onder meer 'het beleid inzake mindervaliden, uitgezonderd (a) de regelen betreffende en de financiering van de toelagen aan de mindervaliden, met inbegrip van de individuele dossiers en (b) de regelen betreffende de financiële tegemoetkoming voor de tewerkstelling van mindervalide werknemers, die toegekend wordt aan de werkgevers die mindervaliden tewerkstellen'*

De staatssecretaris lanceerde een projectoproep om projecten te ondersteunen die de hele maatschappij sensibiliseren voor het thema handicap of die de deelname van personen met een handicap aan het politieke en openbare leven en aan cultuur, recreatie, vrije tijd en sport bevorderen.

Er wordt bij deze projectoproep prioriteit gegeven aan projecten die de samenleving sensibiliseren over het

susceptibles d'être identifiés comme bonne pratique. Cela touche clairement à des aspects de la politique en matière de personnes handicapées qui sortent du champ des compétences du fédéral et relèvent des compétences spécifiques des communautés.

Le secrétaire d'État peut-il expliquer et justifier le contenu de l'appel à projets ? Pourquoi a-t-on opté pour une définition de projets qui relèvent des compétences des communautés ?

Le secrétaire d'État s'est-il concerté au préalable avec les ministres communautaires compétents ? Dans la négative, pour quelle raison ?

Le secrétaire d'État peut-il expliquer la procédure de cet appel à projets ? Celle-ci est-elle habituelle pour de tels projets ? Dans la négative, pourquoi s'est-on écarté de la procédure habituelle ?

Dans l'annonce de l'appel à projets, il est indiqué que les moyens pour cet appel proviennent de la Loterie nationale. Quel est le budget total ?

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – *L'appel à projets auquel vous faites référence a effectivement été lancé en octobre 2010. Il a été publié sur mon site internet fédéral et sur le site internet de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale.*

Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées qui a été ratifiée par la Belgique en 2009. Je considère cette convention comme une matière transversale, ce qui implique que tous les niveaux de pouvoir doivent faire quelque chose pour la mettre en œuvre, y compris créer des organes et sensibiliser. Un plan d'action est donc nécessaire à l'échelon fédéral. Je préparais un tel plan au moment où le gouvernement est tombé. Ce plan comprenait différents thèmes, y compris au niveau fédéral, comme l'accès au travail, la fonction publique, l'information, la mobilité, etc.

En ce qui concerne votre première question, le conseil des ministres a approuvé le financement d'une politique de sensibilisation et de promotion. Le financement a lieu au moyen d'un subside de la Loterie nationale inscrit à la rubrique 3.4.4. de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 juin 2010 déterminant le plan de répartition provisoire des subsides de l'exercice 2010 de la Loterie Nationale.

C'est la première fois que nous recevons un subside de la Loterie nationale pour le secteur des personnes handicapées.

Vous connaissez la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Je ne dois donc pas rappeler les obligations des États parties à cette convention. Je considère cela comme une ouverture à des perspectives d'action dans un contexte interfédéral et international.

En réponse à votre deuxième question, je vous confirme qu'il n'y a pas eu de concertation préalable avec les ministres communautaires. Elle n'est pas exigée dans la procédure

vraagstuk van de handicap, projecten die de deelname van mensen met een handicap aan het openbare en politieke leven, cultuur, sport en ontspanning vergemakkelijken en projecten die als goede praktijk kunnen beschouwd worden. Het betreft hier duidelijk aspecten van het beleid inzake personen met een handicap die buiten de bevoegdheden van het federale beleidsniveau vallen en eigenlijk specifiek gemeenschapsbevoegdheden zijn.

Kan de staatssecretaris de inhoud van de projectoproep toelichten en verantwoorden? Waarom werd gekozen voor een omschrijving van projecten die eigenlijk tot de bevoegdheden van de gemeenschappen behoren?

Heeft de staatssecretaris voorafgaand aan deze projectoproep overleg gepleegd met de bevoegde ministers op gemeenschapsniveau? Zo neen, waarom niet?

Kan de staatssecretaris de werkwijze voor deze projectoproep toelichten? Is dit de gangbare werkwijze voor dergelijke projectoproepen? Indien niet, waarom wordt dan van de gangbare procedure afgeweken?

In de aankondiging van de projectoproep wordt aangegeven dat de middelen voor deze oproep afkomstig zijn van de Nationale Loterij. Wat is het totale budget hiervan?

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – De projectoproep waarnaar u verwijst werd inderdaad gelanceerd in de loop van oktober 2010 en werd bekendgemaakt op mijn federale website en op de website van de Directie-generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Deze projectoproep maakt deel uit van de implementatie van het verdrag van de Verenigde Naties betreffende de rechten van personen met een handicap, dat door België in 2009 werd geratificeerd. Ik beschouw dit verdrag als een transversale materie, wat inhoudt dat alle beleidsniveaus iets moeten doen om het te implementeren, met inbegrip van het oprichten van organen en sensibilisering. Ook op federaal vlak is er dus nood aan een actieplan. Ik was bezig met de voorbereiding van een dergelijk plan op het ogenblik dat de regering is gevallen. Dat plan bevatte verschillende thema's, ook op federaal niveau, zoals toegang tot arbeid, het openbaar ambt, informatie, mobiliteit, enzovoort.

Wat uw eerste vraag betreft, heeft de Ministerraad de financiering van een sensibiliserings- en bevorderingsbeleid goedgekeurd. Dat beleid wordt door het verdrag opgelegd. De financiering geschiedt door middel van een subsidie van de Nationale Loterij, ingeschreven in rubriek 3.4.4. van artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 juni 2010 tot bepaling van het voorlopige verdelingsplan van de subsidies van de Nationale Loterij voor het dienstjaar 2010.

Het is de eerste keer dat we een subsidie krijgen van de Nationale Loterij voor de sector personen met een handicap. Voordien bestond dat niet.

U kent het verdrag van de Verenigde Naties betreffende de rechten van personen met een handicap. Ik hoef de verplichtingen van de staten die partij zijn bij dit verdrag dus niet te herhalen. Ik beschouw dit als een opening en een katalysator voor nieuwe actieperspectieven in een

d'utilisation des subsides de la Loterie nationale.

Il n'existe pas de procédure légale et/ou réglementaire pour cet appel à projets. L'appel a été publié le 16 octobre 2010 en français et en néerlandais sur mon site internet fédéral, et le 22 octobre 2010 sur le site internet de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale. Un délai d'un mois a été prévu entre la première publication et la date limite pour le dépôt de dossiers, à savoir le 15 novembre 2010 (le cachet de la poste faisant foi).

L'appel à projets a connu un véritable succès : 110 associations ont déposé un projet. Deux projets ont été rejetés parce qu'ils ont été déposés après la date limite.

Les projets sont actuellement examinés à la lumière des différents critères mentionnés dans l'appel à projet, à savoir :

- un projet déposé par une asbl ou une personne morale publique sans but lucratif ;*
- un projet à réaliser par association ;*
- un projet sans but lucratif ;*
- un projet qui répond à un des objectifs prioritaires de l'appel à projets ;*
- des dépenses d'investissements et/ou d'équipement ;*
- un montant maximum de 10 000 euros.*

Avant la fin de cette année, nous enverrons à toutes les associations un courrier les informant de l'avis émis sur leur projet.

Les projets ayant fait l'objet d'un avis favorable seront transmis à la Loterie nationale qui les examinera de façon plus approfondie (statuts, comptes, dépenses) et préparera l'arrêté ministériel d'attribution des subsides.

Le subside sera attribué sur la base de factures payées pour un montant maximum de 10 000 euros. Les factures doivent être introduites dans les deux ans suivant la date de l'arrêté d'octroi.

Le subside total de la Loterie nationale s'élève à 100 000 euros. Vu l'ampleur des besoins sur le terrain, je crains que ce montant ne soit insuffisant. J'envisage de me concerter avec mes collègues sur la manière d'orienter les projets déposés vers les autorités compétentes.

J'espère que la Loterie nationale consacrera encore des fonds les prochaines années à des projets en faveur des personnes handicapées.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *J'ai quelques questions complémentaires. Je sais que lorsque la Belgique ratifie un accord, elle a un certain nombre d'obligations. Je suis d'accord pour dire qu'une politique fédérale de sensibilisation et de promotion est nécessaire. Les personnes handicapées sont un thème d'intégration. C'est ce qui ressort*

interfederale en internationale context.

Als antwoord op uw tweede vraag kan ik bevestigen dat inderdaad geen voorafgaand overleg werd gepleegd met de gemeenschapsministers. In de procedure voor het gebruik van subsidies van de Nationale Loterij is dergelijk voorafgaand overleg immers niet vereist.

Wat de werkwijze voor deze projectoproep betreft, bestaan er geen wettelijke en/of reglementaire procedures. De oproep werd op 16 oktober 2010 in het Nederlands en in het Frans bekendgemaakt op mijn federale website en op 22 oktober 2010 op de website van de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid. Er werd een termijn van een maand voorzien tussen de eerste bekendmaking en de uiterste datum voor het indienen van de dossiers, namelijk 15 november 2010 (de poststempel gold als bewijs).

De projectoproep was een echt succes: 110 verenigingen dienden een project in, waarvan er twee werden geweerd omdat ze na de uiterste datum werden ingediend.

De projecten worden thans onderzocht op het vlak van de verschillende criteria vermeld in de projectoproep, namelijk:

- een project ingediend door een vzw of een publiekrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk;*
- één te realiseren project per vereniging;*
- een project zonder winstoogmerk;*
- een project dat voldoet aan één van de prioritaire doelstellingen van de projectoproep;*
- uitgaven voor investeringen en/of uitrusting;*
- een maximumbedrag van 10 000 euro.*

Vóór het einde van dit jaar zullen alle verenigingen in een persoonlijke brief op de hoogte worden gebracht van het advies dat over hun project is uitgebracht.

De projecten met een gunstig advies zullen worden bezorgd aan de Nationale Loterij, die ze grondiger zal onderzoeken (statuten, rekeningen, uitgaven) en het ministerieel besluit voor de toekenning van de subsidie zal opmaken.

Het bedrag van de subsidie zal worden toegekend op basis van de betaalde facturen voor een maximumbedrag van 10 000 euro. De facturen moeten worden ingediend binnen de 2 jaar na de datum van het toekenningsbesluit.

De totale subsidie van de Nationale Loterij bedraagt 100 000 euro. Gezien de omvang van de noden op het terrein, vrees ik dat dit bedrag ontoereikend is. Ik zal met mijn collega's overleggen hoe de ingediende projecten kunnen worden georiënteerd naar de bevoegde overheid.

Ik hoop dat de Nationale Loterij ook in de komende jaren geld zal besteden aan projecten ten gunste van personen met een handicap.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Ik heb enkele bijkomende vragen. Ik weet ook wel dat als België een verdrag ratificeert, het daardoor een aantal verplichtingen heeft. Ik ben het ermee eens dat een federaal sensibiliserings- en bevorderingsbeleid noodzakelijk is. Personen met een handicap is een mainstreamingsthema. Dat blijkt ook uit het

également du décret flamand sur l'égalité des chances et de traitement où l'accessibilité des personnes handicapées est un des thèmes principaux, outre la politique du genre. Les droits des personnes handicapées doivent en effet être préservés à chaque niveau de pouvoir.

Le ministre voulait un plan « global » dans un contexte interfédéral. Ce plan n'a pas abouti parce que le gouvernement est tombé. Mais j'espère que les ministres communautaires compétents y seront associés. Je me réfère en l'occurrence au plan général Cancer. L'Union européenne a décidé que chaque pays devait élaborer un tel plan. Là aussi l'objectif était d'associer les communautés, en sus du fédéral. Je m'étonne dès lors que les ministres communautaires n'ont pas été associés à un plan d'action dit global pour des personnes handicapées.

Le secrétaire d'État a évoqué les moyens de la Loterie nationale. Mais il a ajouté qu'ils seront insuffisants ; il se tournera alors vers ses collègues pour demander des moyens supplémentaires. De quels collègues s'agit-il, des ministres communautaires ou de ses collègues du fédéral ?

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – *Le parlement a évidemment le dernier mot.*

C'est une année spéciale. J'ai présidé la Conférence interministérielle « Personnes handicapées ». Vu la chute du gouvernement, il n'y a plus eu de réunion plénière de cette Conférence depuis le mois de mars. Nous avons travaillé en étroite collaboration pour la convention des Nations unies. Je pense que de nouveaux entretiens auront lieu pour mettre en œuvre la convention des Nations unies et pour mener des campagnes de sensibilisation et des plans d'action.

Je considère le subside de la Loterie nationale comme une première étape. Il ne suffira pas pour soutenir des projets pilotes. Je sensibiliserai mes collègues tant du niveau fédéral que des régions et des communautés à de bons projets qui ne seront pas soutenus par la Loterie nationale. Tout dépendra du contenu des projets et des compétences. Je suivrai certainement les bons projets.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *C'est une raison de plus pour associer les ministres régionaux et communautaires de manière proactive. Lorsque vous lancez des projets et que vous frappez ensuite à leur porte pour qu'ils contribuent au financement, on comprend que ces ministres s'interrogent vu qu'ils n'ont pas été associés plus tôt aux projets et qu'ils sont ensuite quasiment contraints de cofinancer. J'insiste pour que l'on associe, au moins de manière informelle, les ministres communautaires compétents aux projets.*

Vlaamse gelijke kansen en gelijke behandelingsdecreet waarin de toegankelijkheid voor personen met een handicap één van de hoofdthema's is, naast het genderbeleid. De rechten van personen met een handicap moeten inderdaad op elk beleidsniveau worden gevrijwaard.

De minister wilde een 'globaal' plan in een interfederale context. Dat is er uiteindelijk niet gekomen omdat de regering gevallen is. Ik verwacht echter dat ook de bevoegde gemeenschapsministers daarbij worden betrokken. Ik verwijst naar het algemeen Kankerplan. Vanuit de Europese Unie werd beslist dat elk land een Kankerplan zou opstellen. Ook daar was het de bedoeling om daar, naast het federale niveau, ook de gemeenschappen bij te betrekken. Het verbaast me dan ook dat de gemeenschapsministers niet bij een zogenaamd globaal actieplan voor personen met een handicap werden betrokken.

De staatssecretaris had het over de middelen van de Nationale Loterij. Hij voegde er echter aan toe dat die niet zullen volstaan en dat hij zijn collega's om bijkomende middelen zou vragen. Over welke collega's gaat het, de gemeenschapsministers of uw federale collega's?

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – Het Parlement heeft uiteraard het laatste woord.

Het is een speciaal jaar. Ik was voorzitter van de Interministeriële Conferentie Personen met een handicap. Gezien de val van de regering zijn er sinds maart geen plenaire vergaderingen van die Conferentie meer geweest. We hebben wel zeer nauw samengewerkt voor het VN-verdrag. Ik verwacht dat nieuwe gesprekken zullen plaatsvinden voor de implementatie van het VN-verdrag en dus ook voor sensibiliseringscampagnes en actieplannen.

De subsidie van de Nationale Loterij zie ik als een eerste stap. Zij zal niet volstaan om proefprojecten te ondersteunen. Ik zal mijn collega's, zowel van het federale niveau als van de gewesten en gemeenschappen, sensibiliseren voor goede projecten die niet door de Nationale Loterij zullen worden ondersteund. Alles zal afhangen van de inhoud van de projecten en de bevoegdheden. Ik zal de goede projecten zeker opvolgen.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Dat is een reden te meer om de gewest- en gemeenschapsministers proactief te betrekken. Als u projecten lanceert en achteraf bij hen aanklopt om die mee te financieren, is het begrijpelijk dat zij vragen hebben omdat ze niet eerder bij de projecten werden betrokken en daarna bijna tot medefinanciering worden gedwongen. Ik dring erop aan minstens informeel de bevoegde gemeenschapsministers bij de projecten te betrekken.

Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'article 33 de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées» (n° 5-115)

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – La Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 est une grande avancée. La Belgique a donc signé la convention ainsi que le protocole additionnel le 30 mars 2007 et les a ratifiés le 2 juillet 2009.

La convention est particulièrement innovante en ce qu'elle impose un système de suivi sur le plan national en vertu de l'article 33.

1. Conformément à leur système de gouvernement, les États parties désignent un ou plusieurs points de contact pour les questions relatives à l'application de la présente convention et envisagent dûment de créer ou désigner, au sein de leur administration, un dispositif de coordination chargé de faciliter les actions liées à cette application dans différents secteurs et à différents niveaux.

2. Conformément à leurs systèmes administratif et juridique, les États parties maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, ainsi qu'un ou plusieurs mécanismes indépendants selon qu'il s'agira de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente convention. En désignant ou en créant un tel mécanisme, ils tiennent compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme.

3. La société civile – en particulier les personnes handicapées et les organisations qui les représentent – est associée et participe pleinement à la fonction de suivi.

Pour l'instant, la Belgique est peu avancée dans la mise en œuvre de cet article. En ce qui concerne l'application du paragraphe 1^{er} et compte tenu de notre système institutionnel, la Belgique a décidé de désigner huit points de contact et un mécanisme de coordination. Bien que les noms du Centre pour l'Égalité des chances et du Belgian disability forum aient été cités, aucun mécanisme indépendant n'a encore été mis en place conformément au paragraphe 2.

Enfin, nous pouvons déjà nous demander si la Belgique sera en mesure de rédiger un rapport détaillé sur les décisions qu'elle a prises pour s'acquitter de ses obligations conformément à l'article 35. Ce rapport doit en effet être présenté dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Je souhaiterais par conséquent vous poser quelques questions. Où en sommes-nous concernant la mise en place des huit points de contact et du mécanisme de coordination conformément à l'article 33.1 ? Le point de contact du niveau fédéral est-il créé auprès du SPF Sécurité sociale ? Bénéficiera-t-il de l'appui du SPF Justice concernant les aspects « droits de l'homme » ? Les points de contact sont-ils déjà pleinement efficaces ? Permettront-ils de mieux collecter

Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «artikel 33 van het Verdrag van de Verenigde Naties voor gelijke rechten voor personen met een handicap» (nr. 5-115)

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006 betekent een grote vooruitgang. België heeft het verdrag en het aanvullend protocol ondertekend op 30 maart 2007 en geratificeerd op 2 juli 2009.

Het verdrag is zeer vernieuwend doordat het een verplichte opvolging op het nationale niveau oplegt krachtens artikel 33.

1. De Staten die Partij zijn wijzen binnen hun administratieve organisatie een of meer contactpunten aan voor aangelegenheden die betrekking hebben op de uitvoering van dit Verdrag en besteden naar behoren aandacht aan het instellen van een coördinatiesysteem binnen de overheid teneinde het nemen van maatregelen in verschillende sectoren en op verschillende niveaus te vergemakkelijken.

2. In overeenstemming met hun rechts- en administratieve systeem onderhouden en versterken de Staten die Partij zijn op hun grondgebied een kader, met onder meer een of meer onafhankelijke instanties, al naargelang, om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen of wijzen daarvoor een instantie aan of richten die op. Bij het aanwijzen of oprichten van een dergelijke instantie houden de Staten die Partij zijn rekening met de beginselen betreffende de status en het functioneren van nationale instellingen voor de bescherming en bevordering van de rechten van de mens.

3. Het maatschappelijk middenveld, in het bijzonder personen met een handicap en de organisaties die hen vertegenwoordigen, wordt betrokken bij en participeert volledig bij de opvolging.

Tot nu toe is België nog niet ver gevorderd met de tenuitvoerlegging van dit artikel. Wat paragraaf 1 betreft, heeft België beslist om acht contactpunten aan te wijzen en één coördinatiesysteem. Ofschoon het Centrum voor gelijkheid van kansen en het Belgian Disability Forum werden genoemd, werd nog geen enkele onafhankelijke instantie opgericht zoals voorgeschreven in paragraaf 2.

Tenslotte vragen we ons af of België in staat zal zijn om, overeenkomstig artikel 35, binnen twee jaar nadat dit Verdrag in werking is getreden, een uitgebreid rapport in te dienen over de maatregelen die zijn genomen om zijn verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag na te komen.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de aanwijzing van de acht contactpunten en van het coördinatiesysteem, zoals bepaald in artikel 33.1? Wordt het contactpunt op het federale niveau opgericht bij de FOD Sociale zekerheid? Zal het de steun krijgen van de FOD Justitie voor wat de mensenrechten betreft? Zijn de contactpunten al operationeel? Zullen ze een betere verzameling van gegevens mogelijk maken zodat we een beter zicht krijgen op de situatie

les données afin de constituer un état des lieux global de la situation des personnes handicapées en Belgique ?

La Belgique va-t-elle créer ou renforcer un dispositif pour se conformer à l'article 33.2 ? De quels moyens bénéficiera-t-il ? Qui y sera représenté ? Quels seront ses pouvoirs ?

Comment la Belgique compte-t-elle associer la société civile au suivi de la convention, comme prévu par l'article 33.3 ?

Comment la Belgique va-t-elle s'acquitter de son obligation de présenter un rapport détaillé, conformément à l'article 35 ?

Entendez-vous vous inspirer de l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées et du Belgian disability forum qui souhaitent créer une commission pour les droits des personnes handicapées ?

L'Union européenne doit également ratifier la convention que la Belgique a signée le 30 mars 2007. La ratification ne pourra se faire qu'après l'adoption d'un Code de conduite par les États membres, la Commission et le Conseil européen visant à régler différentes questions relatives à cette adhésion, tels que la fonction de point focal mentionnée par la convention, les arrangements pour la représentation de l'Union européenne aux réunions des organes créés par la convention et divers éléments en matière de vote, de rapportage et de suivi. Ce code devrait être adopté le 2 ou le 3 décembre 2010. Comment sera organisée la coordination entre les États membres et l'Union européenne ?

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – Je vous remercie de ces questions pertinentes et tout à fait d'actualité. Comme vous le savez, la présidence belge a organisé, en collaboration avec la Commission européenne, un *Work Forum* sur la mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées, en particulier sur le mécanisme de l'article 33. Il s'agissait d'un forum de travail technique, mais l'article 33 était un article crucial, original si l'on veut mettre en place les procédures et mécanisme de suivi et faire en sorte que les droits énoncés dans la Convention ne restent pas lettre morte, qu'ils passent de la théorie à la pratique, en d'autres termes, que l'on sorte des discours et des déclarations de bonnes intentions.

Le *Work Forum* des 18 et 19 novembre derniers a été un franc succès. Il a suscité un vif intérêt de la part des parties concernés, tant la société civile au sens large que les administrations et autorités représentées par un grand nombre d'experts. Il s'agissait de mieux cerner l'intention des Nations unies à travers cet article 33 et d'examiner comment on pouvait le mettre en œuvre dans la pratique : il s'agissait de mettre en œuvre ensemble – autorités et société civile – mais pays par pays, puisque les réalités institutionnelles et le contexte politique sont différents d'un pays à l'autre, les mécanismes prévus dans cet article 33.

En ce qui concerne notre pays, je me référerai à la Conférence interministérielle Personnes handicapées dont la présidence m'avait été confiée quelques mois plus tôt, et qui, au cours de sa réunion du 9 mars 2010, a décidé :

– de mettre en place les points focaux et les dispositifs de coordination tels que prévus à l'article 33.1 de la

van mensen met een handicap in België?

Zal België een instantie versterken of oprichten om te voldoen aan artikel 33.2? Over welke middelen zal ze beschikken? Wie zal erin vertegenwoordigd zijn? Met welke bevoegdheid?

Hoe denkt België het maatschappelijk middenveld te betrekken bij de opvolging van het verdrag zoals bepaald door artikel 33.3?

Hoe zal België zich kwijten van de verplichting om een uitgebreid verslag in te dienen zoals artikel 35 voorschrijft?

Zult u zich laten leiden door het advies van de Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap en van het Belgian Disability Forum die een commissie wensen op te richten voor de rechten van personen met een handicap?

Ook de Europese Unie moet het verdrag ratificeren dat België op 30 maart 2007 heeft ondertekend. De ratificering kan pas gebeuren nadat de lidstaten, de Commissie en de Europese Raad een gedragscode hebben aangenomen waarin verschillende kwesties met betrekking tot die toetreding worden geregeld, zoals de in het verdrag vermelde contactpunten, de vertegenwoordiging van de EU in de vergaderingen van de organen die door het verdrag zijn opgericht, en bepalingen met betrekking tot het stemrecht, de rapportering en de opvolging. Deze gedragscode zou op 2 of 3 december moeten worden aangenomen. Hoe zal de coördinatie tussen de lidstaten en de EU worden georganiseerd?

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – Ik dank u voor deze relevante en zeer actuele vragen. Zoals u weet, heeft het Belgisch EU-voorzitterschap in samenwerking met de Europese Commissie een Work Forum georganiseerd met betrekking tot de tenuitvoerlegging van het verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, en meer bepaald van artikel 33. Het betreft een forum voor technisch overleg, maar artikel 33 is cruciaal en vrij origineel in zoverre het tot doel heeft procedures vast te leggen, zodat erop kan worden toegezien dat de rechten die in het verdrag worden omschreven, geen dode letter blijven. Het beoogt dus dat na de mooie woorden en theoretische beschouwingen ook daden volgen in de praktijk.

Het Work Forum van 18 en 19 november jongstleden was een succes. Er was grote belangstelling vanwege de betrokken partijen, zowel vanuit het maatschappelijk middenveld als van administraties en overheidsinstanties, die een groot aantal deskundigen hadden afgevaardigd. De bedoeling was beter af te lijnen wat de VN voor ogen hebben met dit artikel 33 en hoe dit in de praktijk moet worden omgezet: door samenwerking tussen overheid en middenveld in elk van de lidstaten, naargelang van de eigen institutionele en politieke context, de instanties in het leven roepen die artikel 33 voorschrijft.

Voor ons land verwijs ik naar de Interministeriële Conferentie personen met een handicap, waar ik enkele maanden tevoren voorzitter van werd, en die op 9 maart 2010 besliste:

– de contactpunten en het coördinatiesysteem op te richten zoals bepaald in artikel 33.1 van het VN-verdrag;

Convention des Nations unies ;

- de mettre en place le dispositif interfédéral de coordination prévu par cette même Convention ;
- de localiser auprès du Centre pour l'Égalité des Chances et de Lutte contre le Racisme le dispositif de promotion, protection et suivi tel que prévu à l'article 33.2 de ladite Convention.

La Conférence interministérielle a par ailleurs chargé le groupe de travail « Relations internationales » de rédiger les documents législatifs, réglementaires et budgétaires nécessaires à cet effet. Dans ce groupe de travail, un dialogue permanent sera organisé avec la société civile au sujet du caractère indépendant du dispositif à mettre en place ainsi que des missions du dispositif et de ses modalités de fonctionnement.

Ce groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises depuis la réunion plénière précitée et a pris entre-temps une série de mesures. Il a ainsi décidé de désigner les instances suivantes comme points focaux – il y en aura huit, ce qui représente un record en Europe mais correspond à la réalité institutionnelle de notre pays :

- pour la Région flamande : le *cel gelijke kansen* ;
- pour la Région wallonne : l'Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée ;
- pour la Région de Bruxelles-Capitale : la Cellule Égalité des Chances ;
- pour la COCOF : le service Phare ;
- pour la COCOM : l'administration COCOM ;
- pour la Communauté germanophone : la *Dienststelle für Personen mit Behinderung* ;
- pour la Communauté française : Wallonie-Bruxelles International – service multilatéral mondial ;
- pour l'autorité fédérale : la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale.

Chacun de ces points focaux sera responsable pour son niveau de pouvoir.

Le mécanisme de coordination des points de contacts – article 33.1 de la Convention – est également créé auprès de la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale.

En ce qui concerne le mécanisme indépendant, il a été décidé lors de la réunion plénière du 9 mars dernier que des contacts réguliers devaient être entretenus avec le groupe de travail coordonné par la ministre de l'Emploi, Mme Milquet, et qui traitait de l'interfédéralisation du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

La décision de principe était de dire que l'on pouvait instaurer un mécanisme indépendant avec la société civile dans le périmètre de l'action du Centre pour l'égalité des chances mais qu'il fallait réaliser l'interfédéralisation prévue par l'accord de gouvernement. Les travaux se sont arrêtés le 22 avril 2010 en raison de la chute du gouvernement et le groupe de travail n'a pas pu aboutir. Il appartiendra donc au prochain gouvernement de préciser s'il a l'intention de rendre

- *het interfederaal coördinatiesysteem op te zetten waarin datzelfde verdrag voorziet;*
- *het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding aan te wijzen om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen zoals bedoeld in artikel 33.2 van dat Verdrag.*

De Interministeriële conferentie heeft bovendien de werkgroep 'internationale betrekkingen' ermee belast daartoe de nodige wetgevende, reglementaire en budgettaire stukken op te stellen. In die werkgroep zal permanent overleg worden met het middenveld over het onafhankelijke karakter van de nieuwe instantie evenals over haar opdrachten en werkwijze.

Deze werkgroep is al verschillende keren bijegekomen na de voormelde plenaire vergadering en heeft een aantal regelingen getroffen. Er werd beslist de volgende acht instanties als contactpunt aan te wijzen – een recordaantal in Europa, maar een afspiegeling van de institutionele complexiteit van ons land –:

- *voor het Vlaams Gewest: de cel gelijke kansen;*
- *voor het Waals Gewest: het Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée;*
- *voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: de cel gelijke kansen;*
- *voor de COCOF: de dienst Phare;*
- *voor de GGC: de GGC-administratie;*
- *voor de Duitstalige Gemeenschap: de Dienststelle für Personen mit Behinderung;*
- *voor de Franse Gemeenschap: de multilaterale mondiale dienst Wallonie-Bruxelles International;*
- *voor de federale overheid: de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale zekerheid.*

Elk van deze contactpunten zal bevoegd zijn voor zijn beleidsniveau.

Het coördinatiesysteem van de contactpunten zoals bedoeld in artikel 33.1 van het verdrag wordt eveneens opgericht bij de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale zekerheid.

In verband met de onafhankelijke instantie werd tijdens de plenaire vergadering van 9 maart beslist dat geregeld contact zou worden gehouden met de werkgroep, gestuurd door minister van Werk Milquet, die zich bezighield met de interfederalisering van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding.

In beginsel mocht er, in samenwerking met het middenveld, een onafhankelijke instantie worden ingesteld binnen de actieradius van het Centrum voor gelijke kansen, maar de interfederalisering waarin voorzien was in het regeerakkoord, moest worden gerealiseerd. Toen de regering op 22 april 2010 viel, was de werkgroep daarmee nog niet klaar. De volgende regering zal dus duidelijk moeten maken of het Centrum interfederaal moet worden, of de samenstelling en de opdrachten ervan worden aangepast zodat de gewesten en de gemeenschappen er structureel in vertegenwoordigd zijn.

le Centre interfédéral en le faisant évoluer dans sa composition et dans ses missions pour que les Régions et les Communautés entrent de plain pied dans la structure et pour que le Centre puisse jouer son rôle de centre interfédéral pour ses missions actuelles et pour ses missions futures à définir ou à développer.

Le groupe de travail « Relations internationales » de la conférence interministérielle a poursuivi ses travaux. Il a examiné les conditions auxquelles ce mécanisme indépendant doit satisfaire ainsi que les tâches qui lui seront confiées. La société civile a été associée aux travaux, de manière formelle et de manière informelle. Un débat est en cours ; d'autres options sont avancées par les uns et par les autres, mais il faudra de toute façon arriver à un consensus entre le pouvoir politique, dans toutes ses composantes et dans la diversité des entités de notre pays, et le secteur des personnes handicapées et la société civile au sens large.

Nous avons fait appel au SPF Justice et au SPF Affaires étrangères et il existe une étroite collaboration avec ces deux départements pour la mise en œuvre du traité des Nations unies.

J'en viens aux questions sur le rapport. Le groupe de travail « Relations internationales » s'y applique également. Un calendrier a été élaboré ; il doit permettre de respecter les délais prévus, c'est-à-dire août 2011. Le rapport doit être composé de deux parties. La première partie porte sur la politique générale en faveur des personnes handicapées. Il s'agit de préciser quelles sont les politiques menées à différents niveaux afin que les personnes handicapées aient accès à leurs droits. La deuxième partie examine dans la convention des Nations unies de quelle manière, article par article, il sera donné suite à la convention. Un tableau pour la répartition des compétences a été dressé à cet effet tant en ce qui concerne les différents niveaux de l'autorité – État fédéral, communautés, régions –, ainsi que les compétences entre les départements au sein de chaque niveau. Les Nations unies ont rédigé des instructions et directives spécifiques pour la rédaction de ce rapport. Ici aussi, il est fait appel à l'expertise du SPF Justice et du SPF Affaires étrangères.

L'instance appelée COORMULTI, à savoir la cellule créée au SPF Affaires étrangères chargée de l'organisation des réunions de coordination selon une approche systématique afin de garantir la cohérence de la politique belge, a un rôle important à jouer en la matière. La première réunion de COORMULTI a eu lieu le 27 octobre 2010. Des accords ont été dégagés au sujet du calendrier, de la répartition des compétences et de la participation de la société civile. Il a été demandé aux points focaux d'entamer les démarches nécessaires pour la rédaction du rapport. À ma connaissance, le travail a débuté dans les différentes entités que j'ai mentionnées tout à l'heure.

Dans la foulée de COORMULTI, une réunion avec la société civile a été organisée. Plusieurs associations y étaient représentées. Pour le niveau fédéral, il s'agissait entre autres du Conseil supérieur national des personnes handicapées et du *Belgian Disability Forum*. Étant donné le contexte institutionnel belge, se pose la question de savoir quels seront les organes d'avis, existants ou à créer, qui enverront des représentants des personnes handicapées dans les organismes visés par la Convention des Nations unies. En fait, la question

Dan kan het Centrum als interfederaal centrum ageren in de uitoefening van bestaande of nieuw te ontwikkelen opdrachten.

De werkgroep 'internationale betrekkingen' van de interministeriële conferentie werkte intussen verder. Hij heeft de voorwaarden onderzocht waaraan die onafhankelijke instantie moet voldoen en de taken die eraan zullen worden toevertrouwd. Het middenveld werd daar formeel en informeel bij betrokken. Het debat is aan de gang en her en der worden nog andere voorstellen geformuleerd, maar er zal in ieder geval een politieke consensus gevonden moeten worden op de verschillende bestuursniveaus in ons land en met de gehandicaptensector en het middenveld.

We hebben een beroep gedaan op de FOD Justitie en op de FOD Buitenlandse zaken en er wordt nauw samengewerkt met die twee departementen voor de tenuitvoerlegging van dit VN-verdrag.

U had vragen in verband met de rapportering. De werkgroep 'internationale betrekkingen' is daar ook mee bezig. Een tijdschema werd opgesteld zodat de vooropgestelde termijn gehaald kan worden, namelijk augustus 2011. Het rapport moet uit twee delen bestaan. Het eerste deel gaat over het algemeen beleid ten gunste van personen met een handicap. Daarin moet worden uitgelegd op welke manier op de verschillende beleidsniveaus geijverd wordt om ervoor te zorgen dat personen met een handicap gebruik kunnen maken van hun rechten. Het tweede deel geeft aan hoe het verdrag, artikel per artikel, zal worden geïmplementeerd. Daarvoor werd een tabel opgesteld met de verdeling van de bevoegdheden, zowel wat betreft de bestuursniveaus als de bevoegdheidsverdeling tussen de diverse departementen op die verschillende niveaus. Voor het opstellen van dat rapport hebben de Verenigde Naties specifieke instructies en richtlijnen gegeven. Ook hiervoor wordt een beroep gedaan op deskundigen van de FOD Justitie en van de FOD Buitenlandse zaken.

Een belangrijke rol is weggelegd voor COORMULTI, het overlegorgaan dat binnen de FOD Buitenlandse zaken werd opgericht om de coördinatievergaderingen zo te organiseren dat de coherentie van het Belgisch beleid wordt gegarandeerd. De eerste vergadering van COORMULTI vond plaats op 27 oktober 2010. Er werd overeenstemming bereikt over het tijdpad, over de verdeling van de bevoegdheden en de inbreng van het middenveld. Aan de contactpunten werd gevraagd om de opstelling van het rapport voor te bereiden. Voorzover ik weet, zijn alle instanties die ik daarnet heb genoemd, daarmee begonnen.

Na de COORMULTI werd ook een vergadering met het middenveld gehouden, waarop verschillende organisaties vertegenwoordigd waren. Voor het federale niveau was dat onder meer de Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap en het Belgian Disability Forum. Gelet op de Belgische institutionele architectuur, is de vraag vanuit welke bestaande of op te richten adviesorganen vertegenwoordigers van personen met een handicap naar de in het VN-verdrag bedoelde organen zullen worden gestuurd. Deze vraag stelt zich in alle 27 lidstaten: hoe wordt de vertegenwoordiging van personen met een handicap het best georganiseerd, rekening houdend met de bestaande instellingen, de diversiteit van de handicaps, en de soms zeer

se pose dans les vingt-sept États membres : comment organiser au mieux la représentation des personnes handicapées, compte tenu des situations institutionnelles, compte tenu de la diversité des handicaps, compte tenu de l'existence d'associations de taille modeste qui s'occupent de certains types de handicap et qu'il ne faut pas oublier ? Toutes ces questions sont encore sur la table.

J'en viens à vos questions portant sur la ratification de la Convention ONU par l'Union européenne. L'approbation du Code de conduite est effectivement la dernière étape importante avant la ratification proprement dite. Nous avons obtenu un accord portant sur un texte commun, qui fera l'objet, en tout cas je l'espère, d'une décision lors du Conseil « Justice et affaires intérieures » prévu les 2 et 3 décembre prochains. L'approbation de ce code sera synonyme d'avancée importante. Il restera ensuite à trancher des éléments de coordination de type administratif et informel. La ratification peut encore être espérée avant la fin de la présidence belge. À ce jour, 16 des 27 États membres ont ratifié la Convention des Nations unies.

Le dernier élément de réponse rejoint la question de Mme Franssen. Différents États membres ont élaboré des plans d'action dans le sens d'une politique de mainstreaming. Dans un État fédéral comme le nôtre, cette décision implique que chaque niveau de pouvoir établisse son propre plan d'action transversal, puis qu'une coordination intervienne par le biais de la conférence interministérielle en vue de dégager une vision d'ensemble.

J'espère que mes réponses vous auront convaincu du fait que, malgré un gouvernement en affaires courantes, nous nous employons bel et bien à effectuer les démarches nécessaires en vue de la mise en œuvre de l'article 33 de la Convention ONU.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'État, pour cette réponse particulièrement complète. Vous avez fait la démonstration des avancées plus que significatives dues à la Belgique sur le plan européen. Si nous pouvions conclure cette présidence européenne par une ratification ou un engagement de ratification, ce serait une belle plume à mettre à votre chapeau. Un tel résultat est par ailleurs d'autant plus appréciable en régime d'affaires courantes.

Deuxième élément : la complexité institutionnelle à laquelle vous faites référence et qui caractérise notre pays à travers ses huit points focaux. Il est évident qu'à cet égard, le rôle de coordination du SPF...

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – De la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – C'est bien cela. Ce rôle sera déterminant. En interrogeant vos collègues de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale à ce sujet, j'ai en effet constaté qu'il existe encore un certain flou quant à la manière dont cette coordination sera organisée.

Enfin, en donnant une telle importance à la société civile, la Convention ONU reconnaît implicitement le travail considérable du secteur associatif, ce qui est un point très

gespecialiseerde, maar kleinschalige belangengroepen die toch ook niet over het hoofd mogen worden gezien? Dat zijn nog open vragen.

Ik kom nu tot uw vragen over de ratificatie van het VN-verdrag door de Europese Unie. De goedkeuring van de gedragscode is inderdaad de laatste belangrijke stap voor de echte ratificatie. We hebben een akkoord bereikt over een gemeenschappelijke tekst die, naar ik hoop, zal worden voorgelegd aan de Raad 'Justitie en Binnenlandse zaken' van 2 en 3 december. Zodra deze code is goedgekeurd, staan we veel verder. Daarna moeten nog een aantal administratieve en informele aspecten geregeld worden. Hopelijk kan de ratificatie dan nog voor het einde van het Belgische voorzitterschap plaatsvinden. Tot heden hebben 16 van de 27 lidstaten het VN-verdrag geratificeerd.

Tot slot heb ik nog een antwoord op de vraag van mevrouw Franssen. Verschillende lidstaten hebben actieplannen uitgewerkt voor een beleid van mainstreaming. In een federaal land betekent zoiets dat elk bestuursniveau een eigen horizontaal plan moet opstellen, en dat daarna via een interministeriële conferentie een coördinatie plaatsvindt om tot een totaalbeeld te komen.

Ik hoop dat ik u met mijn antwoord heb kunnen overtuigen dat deze regering, ook al beheert ze nu de lopende zaken, zich terdege heeft ingezet voor de tenuitvoerlegging van artikel 33 van het VN-verdrag.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – *Ik dank de staatssecretaris voor het uitermate volledige antwoord. U hebt aangetoond in welke mate België heeft bijgedragen aan de betekenisvolle vooruitgang die op Europees vlak werd geboekt. Als we dit Europees voorzitterschap met een ratificatie of een ratificatieverbinde zouden kunnen afsluiten, zou dat voor België een mooie opsteker zijn. Temeer daar een dergelijke resultaat kon worden bereikt met een regering in lopende zaken.*

De institutionele complexiteit waarnaar u verwijst en die blijkt uit de acht contactpunten, maakt de coördinerende rol van de FOD ...

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – *Van de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid.*

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – *Precies, dat is zeer belangrijk. Toen ik uw collega's van de Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hierover ondervroeg, heb ik kunnen vaststellen dat de manier waarop die coördinatie zal worden georganiseerd nog erg vaag is.*

Door het middenveld een grote rol toe te bedelen, erkent het VN-verdrag impliciet de belangrijke inspanningen van de verenigingen, wat bijzonder positief is.

positif.

La question est toujours de savoir comment le secteur associatif s'organise et comment le pouvoir politique se positionne à l'égard d'une indépendance, bien légitime, de ce secteur. Il est essentiel que la société civile puisse s'exprimer et que sa parole soit reconnue. Le pouvoir politique a donc une part de responsabilité, au sens où il doit garantir cette expression. Comment envisagez-vous à la fois cette responsabilité et le respect de l'autonomie ?

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – C'est un sujet tellement vaste et passionnant que nous pourrions y consacrer beaucoup plus de temps, mais ma réponse ayant été assez longue, je me limiterai à préciser deux éléments.

Concernant, tout d'abord, les entités fédérées, le fait d'avoir huit points de contact n'est pas un problème en soi. Il en découlera, d'une part, une grande proximité entre ces points de contacts et les citoyens pour ce qui est des compétences de chaque entité et, d'autre part, une certaine connaissance des politiques, des matières et des problèmes. Ces points de contact sont vraiment en phase avec les citoyens et avec le secteur. Cette particularité belge est plutôt une richesse.

En ce qui concerne le mécanisme indépendant, la situation politique actuelle n'a pas favorisé une avancée. Plus rien ne s'est passé depuis le 22 avril et rien ne se passera tant que nous n'aurons pas de nouvelle majorité fédérale. Les discussions reprendront à ce moment et il sera très important de voir ce que prévoira l'accord de législature fédérale sur ce point. Quid, par exemple, de la volonté de négocier une interfédéralisation du Centre pour l'égalité des chances ? Vous avez également évoqué la possibilité pour notre pays de se doter d'une sorte de Commissariat général aux droits de l'homme qui compterait, parmi d'autres, un département consacré au handicap. Il s'agit là d'une vision à plus long terme pour notre pays. Ces questions politiques devront être débattues par les personnes qui auront la responsabilité de négocier et auxquelles il nous appartiendra de faire connaître notre opinion avant les négociations, car la politique sera définie pour les quatre prochaines années au moins, si possible avec une vision à plus long terme.

Je vous ai dressé l'état des lieux actuel du mécanisme indépendant. Notre responsabilité à tous – politiques et secteur associatif – est de faire en sorte que ce mécanisme soit suffisamment fort, structuré, et doté de l'expertise pour assurer les trois missions du traité, à savoir la promotion, la protection et le suivi, le monitoring. Si l'on se trompe à ce stade, ce sera malheureusement au détriment des nombreuses personnes handicapées de notre pays.

Nous devons bien sûr dialoguer et choisir entre deux formules. L'une consiste à partir de ce qui existe, à étendre les missions et à réfléchir ensemble à la façon d'assurer l'indépendance du mécanisme telle qu'elle est définie par les principes de Paris. Cela suppose un dialogue franc et ouvert avec la société civile et un accord de coopération. L'autre revient à construire un organe neuf au départ d'autre chose. Il s'agirait d'un point d'intersection entre l'autorité et la société civile.

Une double négociation devra être menée. La complexité institutionnelle de notre pays ne simplifiera pas les choses

De vraag is echter te weten hoe de verenigingen zich organiseren en op welke manier de politiek hun onafhankelijkheid wil respecteren. Het middenveld moet inspraak hebben en er moet rekening mee worden gehouden. De politiek heeft de verantwoordelijkheid die inspraak te garanderen. Hoe ziet u die verantwoordelijkheid en de eerbied voor de autonomie?

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – Het onderwerp is zo ruim en boeiend dat we daarover lang zouden kunnen discussiëren. Ik heb al uitvoerig geantwoord en ik zal mij nu tot twee elementen beperken.

Acht contactpunten zijn niet echt een probleem. De contactpunten brengen de burgers dichter bij het beleid van elke deelstaat dat daardoor ook beter rekening kan houden met de materies en de problemen. De contactpunten staan echt in contact met de burgers en de sector. De Belgische context is veeleer een pluspunt.

Wat het onafhankelijk functioneren betreft kon, gezien de huidige politieke toestand, geen vooruitgang worden geboekt. Sinds 22 april is er niets meer gebeurd en er zal ook niets meer gebeuren zolang er geen nieuwe federale meerderheid tot stand komt. Op dat ogenblik zullen de besprekingen worden hervat en zal de inhoud van het regeerakkoord ter zake van doorslaggevend belang zijn. Dat geldt, bijvoorbeeld, voor de onderhandelingen over een interfederalisering van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding. U stelde ook een soort commissariaat-generaal voor de mensenrechten voor, dat onder meer een afdeling voor personen met een handicap zou omvatten. Dat is een langetermijnvisie. Dergelijke politieke kwesties zullen moeten worden besproken door wie onderhandelingsbevoegdheid zal hebben en aan wie we ons standpunt kunnen meedelen. Het beleid zal immers minstens voor de komende vier jaar worden vastgelegd, zo mogelijk met een visie op nog langere termijn.

Ik heb geschetst hoe het huidige onafhankelijke mechanisme eruit ziet. Het behoort tot de verantwoordelijkheid van zowel de politiek als de verenigingssector dat mechanisme voldoende sterk te structureren. Het moet over de expertise kunnen beschikken om de drie opdrachten van het verdrag te verzekeren: bevordering, bescherming en de opvolging. Verkeerde beslissingen in dat stadium zullen spijtig genoeg ten koste gaan van de talrijke personen met een handicap in ons land.

We zullen moeten kiezen tussen twee formules. De ene bestaat erin uit te gaan van wat bestaat, de opdrachten uit te breiden en na te denken over de manier waarop de onafhankelijkheid van het mechanisme zoals bepaald door de Beginselen van Parijs, kan worden verzekerd. Dat veronderstelt een eerlijke en open dialoog met het middenveld en een samenwerkingsakkoord.

De tweede formule bestaat erin een nieuw organisme in het leven te roepen dat een kruispunt zou zijn tussen de overheid en het middenveld.

Onderhandelingen zullen dus nodig zijn. De institutionele

mais tous les acteurs devront prendre la responsabilité de trouver la meilleure option, la plus crédible, pourvue de l'expertise appropriée, avec des moyens financiers adéquats, afin que les différentes missions de promotion, de protection et de monitoring du traité soient rencontrées, au bénéfice des personnes handicapées du pays.

Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées sur «l'application Handiweb» (n° 5-116)

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Depuis le mois de septembre 2010, les personnes handicapées peuvent consulter leur dossier en ligne de manière sécurisée, en utilisant leur carte d'identité électronique.

Handiweb permet notamment de connaître les avantages qui ont été octroyés par le service « Personnes handicapées », les demandes en cours de traitement et les démarches à suivre pour faire avancer son dossier, les droits éventuels dont pourrait bénéficier la personne et les conditions auxquelles elle doit satisfaire.

En 2011, les personnes handicapées devraient même pouvoir introduire des demandes via Handiweb.

Pour l'instant, les représentants légaux n'ont pas accès à Handiweb. Cependant, à titre provisoire, le représentant légal ou le parent d'un enfant peut accéder à l'application en introduisant un formulaire de mandat. L'objectif serait de permettre au représentant légal d'une personne handicapée d'accéder directement au dossier de la personne qu'il représente ainsi qu'aux parties concernées par les allocations familiales – souvent, il s'agit des parents.

La possibilité d'introduire des demandes via Handiweb sera-t-elle effective en 2011 ? Quelles seront exactement les nouveautés ?

Les représentants légaux et les parents d'un enfant handicapé auront-ils bientôt accès à Handiweb sans devoir introduire un formulaire de mandat ?

Que se passera-t-il s'il existe plusieurs personnes susceptibles d'être mandatées pour accéder à Handiweb, notamment dans l'hypothèse où elles introduisent des demandes différentes ?

Les associations d'aide aux personnes handicapées auront-elles la possibilité d'accéder à Handiweb ?

M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées. – Handiweb est une application nouvelle au sein de la Direction générale des personnes handicapées. Elle est bien connue de nos concitoyens sous l'appellation de « Vierge noire ».

En introduction, je voudrais préciser que la « Vierge noire » s'est fortement modernisée. Elle a également déménagé et ne se trouve plus à la rue de la Vierge noire. Elle vit une sorte de révolution, passant de la culture du papier à une culture de la gestion électronique et moderne des dossiers. À terme, tout devrait être numérisé, y compris les archives, ce qui permettra une gestion plus rapide et plus efficace.

complexiteit van ons land zal de zaken niet vereenvoudigen. Alle deelnemers zullen verantwoordelijk zijn voor de beste en meest geloofwaardige keuze, steunend op hun eigen ervaring en rekening houdend met de financiële middelen, zodat de drie opdrachten van het verdrag kunnen worden vervuld.

Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap over «de Handiwebtoepassing» (nr. 5-116)

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Sinds september 2010 kunnen personen met een handicap hun dossier op een veilige manier via het internet consulteren door gebruik te maken van hun elektronische identiteitskaart.

Via Handiweb kan worden nagegaan welke voordelen de dienst Personen met een handicap toekent, welke aanvragen in behandeling zijn en welke stappen moeten worden gezet om een dossier vooruit te helpen, op welke rechten iemand aanspraak kan maken en aan welke voorwaarden moet worden voldaan.

Vanaf 2011 zullen personen met een handicap zelf ook vragen kunnen stellen via Handiweb.

Op het ogenblik hebben de wettelijk vertegenwoordigers geen toegang tot Handiweb. Voorlopig kan de wettelijk vertegenwoordiger of de ouder van een kind toegang krijgen als hij een mandaatformulier indient. Het zou de bedoeling zijn dat de wettelijk vertegenwoordiger van een persoon met een handicap rechtstreeks toegang zou krijgen tot het dossier van de persoon die hij vertegenwoordigt evenals tot het gedeelte dat betrekking heeft op de kinderbijslag. Vaak gaat het om de ouders.

Zal het in 2011 mogelijk zijn aanvragen in te dienen via Handiweb? Wat zal er dan precies veranderen?

Zullen de wettelijk vertegenwoordigers en de ouders van een kind met een handicap binnenkort toegang krijgen tot Handiweb zonder een mandaatformulier te moeten indienen?

Wat gebeurt er als meerdere mensen een mandaat kunnen krijgen om toegang te hebben tot Handiweb, bijvoorbeeld in de veronderstelling dat ze verschillende aanvragen indienen?

Zullen de verenigingen voor personen met een handicap toegang krijgen tot Handiweb?

De heer Jean-Marc Delizée, staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap. – Handiweb is een nieuwe toepassing binnen de Directie-generaal Personen met een handicap, bijgenaamd de 'Zwarte madonna'.

Allereerst wil ik zeggen dat de 'Zwarte madonna' grondig gemoderniseerd is. Zij woont ook niet meer in de Zwarte Lievrouwstraat. Zij maakt een soort revolutie door en is overgestapt van het papieren tijdperk naar een modern elektronisch dossierbeheer. Op termijn, moet alles geïnformatiseerd zijn, ook de archieven, waardoor een sneller en efficiënter beheer mogelijk wordt.

Door de informatisering van de sector kon de achterstand

Cette informatisation du secteur a notamment permis de résorber l'arriéré et de réduire le délai de traitement des dossiers. Pour les nouveaux dossiers, ce délai est réellement de six mois, comme le prévoit la loi, contre un délai de douze à quatorze mois précédemment.

1. Handiweb est donc une nouvelle application lancée en septembre dernier. Elle va donc encore suivre toute une évolution et sera affinée au fur et à mesure. L'extension majeure du système Handiweb est le passage d'une consultation passive à une phase plus active : introduction de demandes, modifications de données directement en ligne par un bénéficiaire. Cette application est prévue pour avril 2012. À cette date, les demandes pourront être introduites en ligne, les changements pourront être communiqués en ligne, la personne handicapée pourra consulter les documents de son dossier – à l'exception des documents auxquels la loi sur les droits des patients est applicable – et les imprimer ; elle pourra aussi choisir de recevoir les documents de la Direction générale uniquement par voie électronique.
2. Selon les prévisions, les personnes qui ouvrent un droit aux allocations familiales et qui perçoivent des allocations familiales pourront avoir un accès direct à Handiweb pour le dossier de leur enfant vers le milieu de l'année 2012, à savoir dès que la banque de données concernant les allocations familiales pour travailleurs indépendants sera accessible à des tiers. Pour les autres représentants légaux, la loi sur le registre national des personnes physiques doit d'abord être adaptée. Comme vous le voyez, certaines adaptations dépendent d'autres administrations mais les choses se mettent en place progressivement en collaboration avec ces administrations.
3. Il ne peut y avoir qu'une seule personne mandatée par personne handicapée. Une procuration multiple n'est pas possible.
4. Les collaborateurs d'associations pour personnes handicapées peuvent avoir accès à l'application au moyen du système des mandats. Dans un stade ultérieur, l'association de personnes handicapées aura accès à Handiweb. L'Office national de sécurité sociale doit encore développer un système à cet effet.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au ministre des Pensions et des Grandes villes sur «plusieurs problèmes ponctuels dans le cadre des estimations de pension» (n° 5-66)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – Sur la base de l'article 8 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations et de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution d'une partie de cette loi, chaque personne qui le souhaite doit, quelle que soit la nature de sa carrière, pouvoir obtenir du service des pensions un calcul individuel du montant de sa pension.

Sur la base de l'arrêté royal précité, chaque salarié reçoit d'office une estimation de sa pension dans l'année de ses 55 ans. Ceci s'inscrit dans le projet AURA. Il est bien entendu louable que les salariés qui arrivent à la fin de leur carrière soient informés de leur future pension.

worden weggewerkt en kon de behandelingstijd van de dossiers worden ingekort. Voor de nieuwe dossiers bedraagt die termijn zes maanden, zoals voorzien in de wet, tegenover een termijn van twaalf tot veertien maanden voordien.

Handiweb is een nieuwe toepassing die in september werd gelanceerd. Ze zal nog verder moeten worden ontwikkeld en verfijnd. De belangrijkste uitbreiding van Handiweb is de overgang van een passieve naar een meer actieve raadpleging: indienen van aanvragen, online, wijzigen van gegevens door de begunstigde. Dat is gepland voor april 2012. Dan zullen online aanvragen kunnen worden ingediend, wijzigingen worden medegedeeld, documenten uit een dossier worden geconsulteerd en afgedrukt, met uitzondering evenwel van de documenten waarop de wet op de patiëntenrechten van toepassing is. Gehandicapten zullen ervoor kunnen kiezen de documenten van de Directie-generaal uitsluitend elektronisch te ontvangen.

Mensen die recht hebben op kinderbijslag en kinderbijslag ontvangen, zullen medio 2012 rechtstreeks toegang hebben tot Handiweb voor het dossier van hun kind, meer bepaald vanaf het ogenblik dat de gegevensbank voor de kinderbijslag van zelfstandigen voor derden toegankelijk zal zijn. Voor de andere wettelijk vertegenwoordigers moet de wet op het rijksregister van de natuurlijke personen eerst worden aangepast. Voor sommige aanpassingen zijn dus andere administraties bevoegd. De samenwerking met die administraties verloopt goed.

Er kan maar één persoon per gehandicapte worden gemandateerd. Een meervoudige machtiging is niet mogelijk.

De medewerkers van de verenigingen voor personen met een handicap kunnen toegang krijgen tot Handiweb via de mandaten. In een later stadium zal de Vereniging van personen met een handicap toegang krijgen tot Handiweb. De Rijksdienst voor sociale zekerheid moet daar nog een systeem voor ontwikkelen.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over «een aantal punctuele problemen bij het opmaken van pensioenramingen» (nr. 5-66)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Op basis van artikel 8 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact en het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van een deel van die wet, moet elke persoon die dat wenst, ongeacht de aard van zijn loopbaan, op termijn van de pensioendienst een individuele berekening van zijn pensioenbedrag kunnen krijgen.

Op basis van het vernoemde koninklijk besluit krijgt iedere werknemer een ambtshalve pensioenraming in het jaar waarin hij 55 jaar wordt. Dat maakt deel uit van het AURA-project. Het is uiteraard lovenswaardig dat werknemers die aan het einde van hun loopbaan zijn, worden geïnformeerd over hun

Plusieurs organisations de classes moyennes et de seniors me font toutefois savoir que les estimations envoyées d'office aux salariés dès leur cinquante-cinquième année, ne sont pas toujours exactes. Ceci vaut surtout pour les carrières irrégulières et mixtes. C'est dû à certains problèmes ponctuels. D'une part, les informations dont dispose entre autres l'Office des pensions sont parfois incomplètes ou imprécises. Elles peuvent être rectifiées par l'intéressé lui-même et, à long terme, aucun problème ne se pose donc. D'autre part, les programmes de calcul de l'Office des pensions souffriraient de lacunes ou d'erreurs. Tous les droits minimums ne seraient ainsi pas automatiquement pris en compte dans le calcul. Il en irait de même pour toutes des années de carrière lors d'une estimation d'une pension anticipée dans le cas d'une carrière comptant plus de 45 ans. En outre, l'estimation de la pension contiendrait une évaluation pour une pension anticipée lorsque l'intéressé n'entre pas en ligne de compte pour une telle pension.

J'en viens à un autre problème. L'estimation d'office dès 55 ans n'existe pas dans le secteur public bien que ce soit légalement obligatoire. Une telle estimation est préparée grâce au projet Capelo. Le problème découle du fait que les carrières historiques doivent être encodées dans le système et qu'il faudra sans doute encore quelques années avant que ce ne soit achevé. Le futur retraité peut demander une estimation à partir de 55 ans. Il doit alors fournir lui-même ses données au service des pensions. L'exactitude de l'estimation peut ainsi être compromise.

Dans quelle mesure le droit minimum et l'application de la pension minimum sont-ils repris dans l'estimation pour les salariés ?

Dans quelle mesure est-il tenu compte, pour les salariés, de toutes les années de carrière dans l'estimation d'une pension anticipée lorsqu'on a travaillé plus de 45 ans ?

Dans quelle mesure est-il tenu compte, dans une estimation pour un salarié, des conditions pour une retraite anticipée ?

Quel est l'état de la situation du projet Capelo qui doit informatiser et centraliser les systèmes de pension du secteur public ?

Quand une estimation automatique des pensions à 55 ans sera-t-elle possible pour les fonctionnaires ?

Dans quelle mesure et quand les systèmes informatiques des banques de données des différents régimes de pension seront-ils harmonisés ?

Où en est l'élaboration d'une base de données relative aux pensions complémentaires ?

Dans quelle mesure accède-t-on aux demandes d'estimation d'une pension après un divorce ou d'une pension de survie ?

Dans quelle mesure accède-t-on aux demandes d'estimation qui émanent de Belges résidant à l'étranger ?

Comment estime-t-on dans la pratique la pension des salariés et des indépendants en cas de carrière mixte ?

toekomstige pensioen.

Verschillende middenvelds- en ouderenorganisaties melden mij echter dat de pensioenramingen die werknemers vanaf 55 jaar ambtshalve ontvangen, niet altijd accuraat zijn. Dat geldt vooral voor onregelmatige en gemengde loopbanen. Dat is te wijten aan enkele punctuele problemen. Enerzijds is de informatie waarover onder meer de RVP beschikt, soms onvolledig of onnauwkeurig. Dat kan door de gerechtigde zelf worden rechtgezet en stelt dus op langere termijn meestal geen probleem. Anderzijds zouden de berekeningsprogramma's van de RVP bepaalde lacunes of fouten bevatten. Zo zouden niet alle minimumrechten automatisch worden opgenomen in de berekening. Ook zou geen rekening worden gehouden met alle loopbaanjaren bij een raming voor een vervroegd pensioen bij een loopbaan die meer jaren telt dan 45. Bovendien zou de pensioenraming een schatting voor een vervroegd pensioen voorspiegelen wanneer de betrokkene niet in aanmerking komt voor vervroegde pensionering.

Een ander probleem is dat de ambtshalve raming vanaf 55 jaar niet bestaat in de overheidssector, hoewel dat wettelijk verplicht is. Een dergelijke raming wordt wel voorbereid via het Capeloproject. Het probleem is dat de historische loopbanen in het systeem moeten worden ingebracht en dat het vermoedelijk nog enkele jaren zal duren voor dat voltooid is. De toekomstig gepensioneerde kan wel een raming aanvragen vanaf 55 jaar. Hij moet dan zelf zijn loopbaangegevens aan de pensioendienst bezorgen. Hierbij kan de accuraatheid van de raming in het gedrang komen.

In welke mate wordt het minimumrecht en de toepassing van het minimumpensioen in de raming voor werknemers toegekend?

In welke mate wordt voor werknemers met alle loopbaanjaren rekening gehouden bij de raming voor een vervroegd pensioen wanneer meer dan 45 jaar werd gewerkt?

In welke mate wordt voor werknemers bij een raming rekening gehouden met de voorwaarden om vervroegd op pensioen te gaan?

Wat is de stand van zaken van het Capeloproject, dat de pensioensystemen van de openbare sector moet informatiseren en centraliseren?

Wanneer zal een automatische pensioenraming op 55 jaar voor ambtenaren mogelijk zijn?

In welke mate en tegen wanneer zullen de informaticasystemen van de databanken van de verschillende pensioenregelingen in de toekomst op elkaar kunnen worden afgestemd?

Hoever staat het met de opbouw van een databank 'aanvullende pensioenen'?

In welke mate wordt ingegaan op vragen voor de raming van een pensioen na een echtscheiding of van een overlevingspensioen?

In welke mate wordt ingegaan op vragen voor een raming van Belgen die in het buitenland verblijven?

Hoe wordt in de praktijk het pensioen van werknemers en zelfstandigen bij een gemengde loopbaan geraamd?

M. Michel Daerden, ministre des Pensions et des Grandes villes. – *Les estimations ne sont pas parfaites. On ne peut en effet tenir compte que d'éléments de carrière déjà connus mais non définitifs et de suppositions incertaines. Bien entendu, l'administration met tout en œuvre pour que les estimations soient aussi correctes que possible mais travailler avec une hypothèse de dix ans présente une risque.*

Lors de l'estimation automatique, il n'est actuellement pas encore possible de communiquer le droit éventuel à la pension minimum en raison de l'absence de certaines données concrètes nécessaires, comme la carrière reprise dans d'autres régimes, et de limitations inhérentes à un calcul automatique.

D'ores et déjà, l'assuré social a toutefois la possibilité de contacter l'Office national des pensions, par exemple à la suite d'une estimation automatique, pour demander de lui délivrer une estimation spécifique en tenant compte d'éléments et/ou d'hypothèses qu'il a lui-même apportés. Ces estimations sont alors individualisées et reprennent, le cas échéant, la pension minimum garantie lorsque les conditions fixées par la réglementation sont remplies.

S'il apparaît, de l'examen des données disponibles, que l'assuré social a une carrière de plus de 45 ans, l'Office national des pensions applique le principe de l'unité de carrière et ce sont les 45 années de carrière les plus favorables qui sont prises en considération. De manière générale, on prend d'abord en compte la carrière du service public, ensuite, celle du privé et enfin, celle accomplie en tant qu'indépendant.

Dans le cas d'estimations individualisées, on contrôle également, à la demande de l'assuré social, la condition de carrière en vue de l'octroi d'une éventuelle pension anticipée.

Bien qu'il n'y ait pas de base légale pour établir des estimations relatives à la pension de conjoint divorcé et à la pension de survie, l'Office national des pensions effectue de telles estimations depuis plusieurs années dans le cadre d'une bonne prestation de service envers le citoyen.

Le projet Capelo, quant à lui, sera en tout cas opérationnel début 2011. Ce projet est divisé en deux sous-projets importants. Le premier concerne l'adaptation de la déclaration DmfA/DmfAPPL. Ainsi, le caractère multifonctionnel du flux de données de ladite déclaration sera élargi en vue de permettre le calcul des pensions des services publics.

Le second projet pilote concerne la récupération des données historiques des carrières pour la période antérieure au 1^{er} janvier 2011. Conformément à l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses qui sera soumis sous peu au Parlement, les employeurs pourront introduire la déclaration précitée jusqu'au 31 décembre 2015.

Cette information historique est indispensable pour que les objectifs du Pacte de solidarité entre les générations puissent être atteints à moyen terme.

Une fois la banque de données Capelo complétée, l'ONP, l'INASTI et le SdPSP pourront développer des initiatives communes aux trois institutions en vue de la mise en place d'estimations inter-régimes. Comme les déclarations DmfA/DmfAPPL concernent un flux de données trimestrielles qui ne seront déclarées qu'à partir du mois

De heer Michel Daerden, minister van Pensioenen en Grote Steden. – *De ramingen zijn niet perfect. Dat kan ook niet, want bij ramingen kan alleen rekening worden gehouden met reeds bekende, maar niet definitieve loopbaanelementen, en met een onzekere veronderstelling. Uiteraard stelt de administratie alles in het werk om de ramingen zo correct mogelijk te maken, maar werken met een veronderstelling van tien jaar houdt een risico in.*

Bij de automatische raming is het op het ogenblik nog niet mogelijk mee te delen of iemand recht heeft op het minimumpensioen omdat sommige gegevens nog ontbreken, zoals de loopbaan onder andere stelsels en de beperkingen die inherent zijn aan een automatische berekening.

De sociaal verzekerde kan echter nu al contact opnemen met de Rijksdienst voor Pensioenen, bijvoorbeeld na een automatische raming, om een berekening te vragen die rekening houdt met elementen en/of hypothesen die hij zelf aanbrengt. In voorkomend geval houden dergelijke geïndividualiseerde ramingen dan rekening met het gewaarborgd minimumpensioen als aan de reglementaire voorwaarden is voldaan.

Als uit de beschikbare gegevens blijkt dat de sociaal verzekerde een loopbaan heeft van meer dan 45 jaar, past de Rijksdienst voor Pensioenen het principe van de eenheid van loopbaan toe en worden de 45 meest voordelige jaren in aanmerking genomen. In het algemeen wordt eerst rekening gehouden met de loopbaan in overheidsdienst, vervolgens met die in de privésector en tenslotte met de loopbaan als zelfstandige.

Bij geïndividualiseerde ramingen wordt op vraag van de sociaal verzekerde ook nagegaan aan welke voorwaarden hij moet voldoen om eventueel vervroegd met pensioen te gaan.

Hoewel er geen wettelijke basis bestaat voor de raming van het pensioen van uit de echt gescheiden echtgenoten en van het overlevingspensioen, maakt de Rijksdienst voor Pensioenen dergelijke berekeningen sinds verschillende jaren in het kader van zijn dienstverlening aan de burgers.

Het Capelo-project zal begin 2011 operationeel zijn. Dat project omvat twee belangrijke deelprojecten. Het eerste betreft de aanpassing van de DmfA en DmfAPPL aangifte. Het aantal gegevens van de multifunctionele aangifte zal worden uitgebreid om de berekening van de pensioenen in de overheidsdiensten mogelijk te maken.

Het tweede deelproject betreft het recupereren van de historische loopbaangegevens voor de periode voor 1 januari 2011. Overeenkomstig het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen, dat zeer binnenkort zal worden voorgelegd aan het Parlement, zullen de werkgevers genoemde verklaring tot 31 december 2015 kunnen indienen.

Die historische informatie is nodig om de doelstellingen van het generatiepact op middellange termijn te kunnen realiseren.

Als de Capelogegevensbank vervolledigd zal zijn, zullen de RVP, de RSVZ en de PDOS gemeenschappelijke initiatieven kunnen ontwikkelen om ramingen die verschillende stelsels betreffen, mogelijk te maken. Aangezien de multifunctionele aangifte betrekking heeft op kwartaalgegevens die pas vanaf april 2011 zullen worden aangegeven, en die gegevens nog

d'avril 2011 et comme ces données sont soumises à un examen complet de leur cohérence et de leur exactitude, l'envoi des estimations ne sera que possible en pratique qu'à partir du 1^{er} juillet 2011.

Pour pouvoir donner un calendrier réaliste quant à la disponibilité d'informations, il faut tenir compte du calendrier de la mise en œuvre des deux projets les plus récents, à savoir Capelo et la base de données relative au deuxième pilier. On peut espérer qu'un grand nombre de données seront disponibles par ce biais à partir de 2012.

C'est par conséquent à partir de 2012 que les objectifs du Pacte de génération pourront être considérés comme réalisés. Conscient de l'énorme impact de tous ces projets et des efforts communs des trois institutions de pension et de leurs partenaires durant des années, je ressentirai cela comme un très grand succès.

Une collaboration se met également en place entre les trois institutions publiques de pension en vue de faire aboutir le projet Mercurius. Ce projet a pour objet l'estimation commune des droits futurs à la pension en faveur des personnes qui ont une carrière mixte. L'estimation commune des droits à la pension doit permettre de produire un calcul précis tenant compte des règles de cumul, des minima et des limitations entre les différents régimes de pension, en cas de carrière mixte. Ce projet est en cours d'initialisation et pourrait aboutir dans les cinq ans à venir.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Je remercie le ministre pour sa réponse circonstanciée. Ma question s'inspirait aussi partiellement du test de pauvreté que j'entends élaborer pour éviter que des personnes décident trop vite de partir à la retraite en supposant qu'elles ont développé des droits suffisants à la pension.*

Il ressort en effet des chiffres de Bea Cantillon que de nombreux retraités sombrent dans la pauvreté ou risquent de le faire. C'est pourquoi il importe de pouvoir fournir des estimations exactes de manière à ce que les futurs retraités puissent prendre une décision en connaissance de cause quant au moment où ils veulent partir à la retraite.

Je suis déjà contente que certaines choses seront opérationnelles dès 2011. Je continuerai à suivre ce dossier de près.

(Mme Fabienne Winckel prend place au fauteuil présidentiel.)

Demande d'explications de M. Dirk Claes au ministre des Pensions et des Grandes villes sur «la prise en compte d'une bonification pour diplôme en tant qu'enseignant en vue de la retraite anticipée dans le régime des travailleurs salariés» (n° 5-117)

M. Dirk Claes (CD&V). – *J'ai été récemment confronté à un flou dans l'application de la réglementation sur les pensions de retraite par l'Office des pensions. Une personne qui a travaillé pendant une période déterminée comme salariée et est ensuite entrée dans l'enseignement, peut sur la base de sa carrière d'enseignant demander une pension anticipée à 60*

moeten worden gecontroleerd op hun samenhang en juistheid, zullen de ramingen pas vanaf 1 juli 2011 kunnen worden verstuurd.

Een realistische timing voor de beschikbaarheid van gegevens moet rekening houden met de tijd die nodig is voor de recentste projecten, namelijk Capelo en de gegevensbank over de tweede pijler. We hopen dat hierdoor een groot aantal gegevens vanaf 2012 beschikbaar zal zijn.

Bijgevolg zullen de doelstellingen van het generatiepact vanaf 2012 gerealiseerd zijn. Gezien de enorme impact van al die projecten en de jarenlange gemeenschappelijke inspanningen van de drie pensioeninstellingen en hun partners, zal ik dat als een zeer groot succes ervaren.

De drie overheidsinstellingen voor pensioenen werken ook samen met het oog op het Mercuriusproject. Dat project heeft tot doel een gemeenschappelijke raming mogelijk te maken van de toekomstige pensioenrechten van personen met een gemengde loopbaan, rekening houdend met de cumulatierregels en de minima en de beperkingen tussen de verschillende pensioenstelsels ingeval van een gemengde loopbaan. Dat project wordt nu opgestart en moet in de komende vijf jaar tot resultaat kunnen leiden.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Ik dank de minister voor het uitgebreide antwoord. Mijn vraag was voor een stuk ook geïnspireerd door de armoedetoets die ik wil uitwerken om te vermijden dat mensen te snel beslissen om met pensioen te gaan in de veronderstelling dat ze voldoende ze pensioenrechten hebben opgebouwd.

Uit cijfers van Bea Cantillon blijkt immers dat niet weinig gepensioneerden in de armoede terechtkomen of dat risico lopen. Daarom is het belangrijk over accurate ramingen te kunnen beschikken zodat toekomstige gepensioneerden met kennis van zaken een beslissing kunnen nemen over het moment dat ze met pensioen willen gaan.

Ik ben alvast blij dat bepaalde zaken vanaf 2011 operationeel zullen zijn. Ik blijf dit dossier van nabij volgen.

(Voorzitter: mevrouw Fabienne Winckel.)

Vraag om uitleg van de heer Dirk Claes aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over «het in aanmerking nemen van een diplomabonificatie als onderwijskracht voor het vervroegde pensioen in het werknemersstelsel» (nr. 5-117)

De heer Dirk Claes (CD&V). – Recent werd ik geconfronteerd met een onduidelijkheid in de toepassing van de pensioenregelgeving door de Rijksdienst voor Pensioenen. Iemand die een beperkte periode als werknemer in dienst was en daarna in het onderwijs aan de slag ging, kan op basis van zijn onderwijsloopbaan op 60 jaar vervroegd met pensioen

ans et bénéficiaire d'une bonification pour diplôme. Le problème est qu'elle a trop peu d'années de carrière dans le secteur privé pour avoir droit à une pension anticipée comme salariée. C'est pourquoi elle demande également une bonification de diplôme ou une régularisation des périodes d'études pour obtenir une pension anticipée dans le régime des travailleurs salariés. Elle veut donc prendre sa pension à 60 ans tant comme enseignant que comme travailleur salarié.

L'Office des pensions donne des réponses contradictoires. Selon certains membres de son personnel, la bonification pour diplôme peut être accordée, selon d'autres, ce n'est pas possible.

Quelle est la bonne réponse ?

Les réponses contradictoires de l'Office des pensions peuvent-elles être attribuées à un flou dans la législation, que nous devrions dès lors éliminer à l'avenir ?

M. Michel Daerden, ministre des Pensions et des Grandes villes. – *Les fonctionnaire nommés à titre définitif dans le secteur public peuvent à leur demande obtenir une pension de retraite anticipée à partir de 60 ans. Pour ouvrir le droit à la pension, il faut avoir au moins cinq ans de services admissibles, à l'exclusion de la bonification pour diplôme, et avoir cessé sa fonction dans le service public après le 31 décembre 1976.*

Pour les travailleurs salariés, l'âge de prise de la pension légale est en principe de 65 ans. Les salariés qui comptent une carrière suffisamment longue peuvent anticiper leur départ à la pension, au plus tôt durant le mois suivant celui de leur 60^e anniversaire. Leur carrière doit compter au moins 35 ans.

Pour faire la preuve des années, on tient compte non seulement des périodes d'occupation en tant que travailleur salarié mais également de celles pour lesquelles des droits à la pension sont couverts en vertu d'un autre régime belge de pension – indépendants, pouvoirs publics – et dans le cadre des conventions internationales, également des périodes ouvrant des droits à la pension en vertu d'un régime étranger. Sous certaines conditions, des périodes qui n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la pension sont comptabilisées pour atteindre la condition de carrière requise. Je pense par exemple aux périodes d'interruption de carrière pour l'éducation d'enfants. D'autres périodes, telles que celles d'études régularisées, sont exclues.

J'en viens au cas mentionné. Si la personne souhaite réclamer une pension de travailleur salarié anticipée en même temps que la pension du secteur public, elle doit faire preuve d'une carrière de 35 ans. Les périodes d'assimilation telles que les périodes d'études régularisées ou la bonification de diplôme ne peuvent être prises en considération. La législation est très claire à ce sujet.

Si vous disposez d'éléments relatifs à un dossier particulier, n'hésitez pas à m'en faire part. Je ne manquerai pas de vous apporter une réponse très précise.

M. Dirk Claes (CD&V). – *Le ministre a raison. Le flou est dissipé. Chacun, à l'Office des pensions, devrait donner la*

gaan en ook een diplomabonificatie genieten. Een probleem is dat hij te weinig loopbaanjaren in de privésector heeft om ook recht te hebben op een vervroegd pensioen als werknemer. Daarom vraagt hij tevens de diplomabonificatie of regularisatie van de studieperiodes voor vervroegde pensionering in het werknemersstelsel in te zetten. Hij wil dus zowel zijn pensioen in het onderwijs als zijn pensioen als werknemer op 60 jaar laten ingaan.

De Rijksdienst voor pensioenen geeft tegenstrijdige signalen. Volgens sommige personeelsleden wordt de diplomabonificatie aanvaard, volgens andere niet.

Wat is het juiste antwoord op deze vraag?

Zijn de tegenstrijdige antwoorden van de Rijksdienst voor pensioenen misschien te wijten aan een onduidelijkheid in de wetgeving, die we in de toekomst misschien moeten wegwerken?

De heer Michel Daerden, minister van Pensioenen en Grote Steden. – *Aan de vastbenoemde ambtenaren van de publieke sector kan, op hun aanvraag, een vervroegd overheidspensioen worden toegekend vanaf de leeftijd van 60 jaar. Om aanspraak te kunnen maken op dat pensioen moeten zij ten minste 5 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren hebben, met uitzondering van de diplomabonificatie, en hun diensten bij de overheid beëindigd hebben na 31 december 1976.*

Voor de werknemers van de privésector bedraagt de wettelijke pensioenleeftijd in principe 65 jaar. Werknemers met een voldoende lange loopbaan kunnen vervroegd met pensioen gaan, dat wil zeggen ten vroegste in de maand volgend op hun 60^{ste} verjaardag. Ze moeten dan wel een loopbaan van 35 jaar hebben.

Om de loopbaan aan te tonen wordt niet alleen rekening gehouden met de periodes dat men als werknemer was tewerkgesteld, maar ook met de periodes waarin men pensioenrechten heeft opgebouwd op basis van een ander Belgisch regime – zelfstandige, ambtenaar – en in het kader van internationale overeenkomsten, de periodes waarin men pensioenrechten heeft opgebouwd op basis van een buitenlands regime. Onder bepaalde voorwaarden wordt rekening gehouden met periodes die niet meetellen voor de berekening van het pensioen teneinde aan de voorwaarden van de vereiste loopbaan te voldoen, zoals periodes van loopbaanonderbreking om de kinderen op te voeden. Andere periodes, zoals de geregulariseerde studieperiodes, worden geweerd.

Als, zoals in het geciteerde geval, de betrokkene een vervroegd werknemerspensioen wil aanvragen samen met het ambtenarenpensioen, moet een loopbaan van 35 jaar worden aangetoond. De gelijkgestelde periodes, zoals geregulariseerde studieperiodes en diplomabonificatie, kunnen niet in aanmerking worden genomen. De wetgeving ter zake is zeer duidelijk.

Als de heer Claes over elementen beschikt in een concreet dossier, mag hij altijd contact met me opnemen. Ik zal erop toezien dat hij een zeer gedetailleerd antwoord krijgt.

De heer Dirk Claes (CD&V). – *De minister heeft gelijk. Dat is ook mijn mening. De onduidelijkheid is weggenomen. Op de dienst Pensioenen zou iedereen hetzelfde antwoord moeten*

même réponse que le ministre.

(M. Dirk Claes, président, prend place au fauteuil présidentiel.)

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur «le curriculum vitae anonyme» (n° 5-47)

Mme Fabienne Winckel (PS). – Un rapport de l'OCDE de 2008 a mis en évidence, pour la Belgique, de faibles taux d'emploi pour les immigrés venant de pays n'appartenant pas à l'Union européenne. Plusieurs études récentes soulignent également que l'origine des demandeurs d'emploi a un impact significatif sur les chances de trouver un travail.

Selon certaines informations, plusieurs communes bruxelloises et entreprises privées testeraient actuellement un système de CV anonyme pour lutter contre les discriminations à l'embauche. Les communes utiliseraient ces CV pour des fonctions de niveau B et plus spécialement pour le recrutement de contrôleurs d'horodateurs. Les entreprises ayant accepté de se prêter à l'expérience auraient pour leur part décidé de prolonger le test jusque fin janvier 2011.

Une évaluation devrait conclure cette expérience et porterait sur deux points essentiels : d'une part, déterminer dans quelle mesure ces CV neutralisent réellement les discriminations et, d'autre part, vérifier si ce type de recrutement améliore significativement les chances d'embaucher la bonne personne. Le ministre bruxellois de l'Emploi a récemment répondu à une interpellation et il a admis les limites du système en précisant notamment que « ce n'est pas une formule miracle » mais un outil destiné à faire évoluer les mentalités et améliorer « la diversité ». On sait également que, si le CV anonyme permet d'éviter une présélection arbitraire, le problème reste entier en deuxième analyse, c'est-à-dire au premier entretien d'embauche.

Les expériences à l'étranger ne sont a priori pas davantage probantes. Si la France s'est dotée d'une loi obligeant le CV anonyme, celle-ci n'a pas été promulguée. Des expériences sont menées aux Pays-Bas, en Suède, en Grande-Bretagne ou encore en Suisse mais la législation n'a pas pour autant été modifiée.

En Belgique, dans la fonction publique, le CV anonyme a sa place depuis 2005 déjà grâce au SELOR, l'administration chargée du recrutement et de la sélection des candidats contractuels à une fonction publique. Selon certaines sources, il serait difficile de déterminer l'impact du système car, si l'on peut trouver des données relatives au nombre de candidats sélectionnés de la sorte, il apparaîtrait plus délicat d'obtenir des informations quant à l'ordre dans lequel ils ont été classés aux différentes épreuves. Selon certains, l'introduction du système aurait même engendré une opacité qui n'existait pas avant.

geven als de minister.

(Voorzitter: de heer Dirk Claes.)

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid en aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over «het anonieme curriculum vitae» (nr. 5-47)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – In een OESO-rapport uit 2008 werd erop gewezen dat in België de werkgelegenheidsgraad voor immigranten uit landen die geen lid zijn van de Europese Unie, zeer laag is. Meerdere recente studies tonen aan dat de afkomst van de werkzoekenden een aanzienlijke impact heeft op hun slaagkansen op de arbeidsmarkt.

Meerdere Brusselse gemeenten en privébedrijven zouden momenteel een systeem met anonieme cv's testen om de discriminatie bij de aanwerving aan te pakken. De gemeenten zouden die cv's gebruiken voor de functies van niveau B en meer bepaald voor de aanwerving van parkeerwachters. De bedrijven die in het proefproject zijn gestapt, zouden hebben beslist de test tot einde januari 2011 te verlengen.

Na afloop van die periode zou een evaluatie worden gemaakt. Hierbij zal enerzijds worden nagegaan in welke mate die cv's de discriminatie neutraliseren en anderzijds zal worden geverifieerd of die manier van aanwerving de kansen vergroot dat de geschikte persoon wordt aangeworven. De Brusselse minister van Tewerkstelling heeft recent in een antwoord op een interpellatie toegegeven dat het systeem zijn grenzen heeft. Het is geen mirakelformule, maar een instrument om een mentaliteitswijziging tot stand te brengen en de diversiteit te verbeteren. Met de anonieme cv's kan een arbitraire voorselectie worden vermeden, maar in de tweede fase, bij het eerste sollicitatiegesprek blijft het probleem vanzelfsprekend bestaan.

De ervaringen uit het buitenland zijn niet overtuigend. In Frankrijk is een wet die het anonieme cv verplicht maakt, wel aangenomen, maar niet afgekondigd. In Nederland, Zweden, Groot-Brittannië en Zwitserland waren er proefprojecten, maar werd de wetgeving niet aangepast.

In België wordt het anonieme cv gebruikt door SELOR, de instelling die instaat voor de aanwerving en selectie van contractuele ambtenaren. Volgens sommigen kan de impact van het systeem moeilijk worden ingeschat. Het is immers wel mogelijk om gegevens te vinden over het aantal kandidaten die op die manier worden geselecteerd, maar het is moeilijker om informatie te verkrijgen over hun rangschikking tijdens de opeenvolgende proeven. Volgens sommigen zou het nieuwe systeem tot meer ondoorzichtigheid hebben geleid.

Kan de minister meer informatie geven over de efficiëntie van de aanwerving en de strijd tegen de discriminatie?

Disposez-vous, madame la ministre, d'informations complémentaires relatives à ce dossier, tant sur l'efficacité d'embauche que sur la lutte contre les discriminations ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – De nombreux pays, comme la France, y ont déjà songé ou organisé des projets pilotes, mais sans se limiter au CV anonyme. Il s'agit de replacer cela dans le contexte de l'accès à l'emploi de certains groupes cibles, dont les personnes d'origine étrangère. En effet, de l'avis de l'ensemble des États membres de l'Union européenne, ces personnes non seulement connaissent un problème d'accès à l'emploi, mais affrontent aussi des problèmes dans leur travail sur le plan des salaires, des promotions et du respect de choix culturels ou religieux.

C'est donc une question vaste qui appelle un plan d'action large dans lequel figure un volet sur l'accès à l'emploi, qui comprend notamment le CV anonyme. Ce CV anonyme est un élément parmi d'autres d'une politique d'accès à l'emploi qui, elle-même, n'est qu'une partie de la problématique de l'emploi.

Des expériences sont menées au SELOR ; des initiatives sont prises en Région bruxelloise, en partenariat avec plusieurs communes et des entreprises. La première chose que nous demandons est une évaluation de ces expériences. Cette évaluation est attendue pour le début 2011 pour ce qui concerne l'initiative bruxelloise. Je demanderai à ma collègue Inge Vervotte l'évaluation de l'expérience du SELOR. Nous disposerons ainsi des premières données chiffrées sur les retombées positives et négatives de ces tentatives.

À titre personnel, je pense que ce CV anonyme doit pouvoir être généralisé, mais que cette mesure doit être introduite par le biais de la concertation sociale. Si une telle mesure n'est pas librement appliquée, elle ne sera pas opérationnelle sur le terrain.

Je pense que dans l'accord interprofessionnel qui est en train de se négocier entre les partenaires sociaux, il faudrait inclure un volet important sur la diversité où se trouveraient des engagements des partenaires sociaux pour améliorer la diversité dans l'accès à l'emploi et dans l'emploi. Dans ce cadre, on pourrait recommander l'utilisation du CV anonyme.

Dans un premier temps, en utilisant pareil outil, les entreprises se rendront compte qu'inconsciemment, on rejette systématiquement des CV sans vraie raison de le faire. Cela permettra de donner au moins une première chance à un candidat d'avoir un entretien d'embauche. Évidemment, la discrimination, consciente ou inconsciente, peut encore se manifester pendant ou après cet entretien.

Il s'agit donc d'une technique intéressante mais insuffisante.

Par la voie de la concertation sociale, on pourrait, sur une base volontaire, généraliser cet élément et procéder à des expériences pilotes à grande échelle dans certains secteurs où se manifesterait la discrimination à l'embauche.

Paradoxalement, cette discrimination est plus souvent pratiquée pour les fonctions intellectuelles, alors que pour les emplois moins qualifiés, le pas de la diversité a été franchi – même si certains problèmes subsistent – pour des raisons liées à l'offre et la demande.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Heel wat landen, waaronder Frankrijk, hebben al gedacht aan of werk gemaakt van proefprojecten. Die zijn niet altijd beperkt tot anonieme cv's, maar maken deel uit van de problematiek van de toegang tot werk van bepaalde doelgroepen, waaronder de personen van vreemde origine. Alle lidstaten van de Europese Unie zijn het erover eens dat niet alleen de toegang tot werk voor die personen moeilijker is, maar dat ze, ook eens ze werk hebben, problemen ondervinden op het vlak van loon, bevorderingen en het respect voor hun culturele en religieuze keuzes.

De problematiek is dus vrij ruim en vraagt om een breed actieplan, waarvan de toegang tot werk, met inbegrip van het anonieme cv, een onderdeel vormt.

SELOR heeft proefprojecten gedaan. Het Brussels Gewest heeft initiatieven gelanceerd in samenwerking met verschillende gemeenten en bedrijven. We vragen in de eerste plaats dat die ervaringen worden geëvalueerd. De evaluatie van het Brusselse initiatief wordt verwacht voor januari 2011. Ik zal mijn collega Inge Vervotte vragen het proefproject van SELOR te evalueren. We zullen dan beschikken over de eerste cijfergegevens over de positieve en negatieve gevolgen.

Persoonlijk meen ik dat het anonieme cv moet worden veralgemeend, maar dat de maatregel via het sociaal overleg moet worden geïntroduceerd. Een dergelijk maatregel kan maar succesvol zijn op het terrein, als hij vrijwillig wordt toegepast.

In het interprofessioneel akkoord waarover de sociale partners momenteel onderhandelen, moet een belangrijk hoofdstuk worden gewijd aan de diversiteit. Daarin kunnen de sociale partners de engagementen inschrijven voor de verbetering van de diversiteit bij de toegang tot werk en in het arbeidscircuit. In dat verband kan het gebruik van het anonieme cv worden aanbevolen.

In een eerste fase zullen de ondernemingen beseffen dat ze onbewust systematisch cv's terzijde schuiven zonder enige reden. Hierdoor zal de kandidaat minstens een eerste kans op een sollicitatiegesprek krijgen. Vanzelfsprekend kan tijdens een dergelijk gesprek nog altijd bewuste of onbewuste discriminatie opduiken.

Het gaat dus om een interessante, maar onvoldoende techniek.

Via het sociaal overleg kan dat element worden veralgemeend en kunnen op grote schaal proefprojecten worden opgestart in bepaalde sectoren waar men kampt met discriminatie bij de aanwerving. Paradoxaal genoeg wordt meer gediscrimineerd voor intellectuele beroepen. Voor minder gekwalificeerd werk is om redenen die verband houden met vraag en aanbod, de stap naar diversiteit reeds gezet, al blijven er problemen bestaan.

Een dergelijk beleid moet bovendien in actieplannen worden verwerkt, en dat op alle beleidsniveaus. Vooral de gewesten kunnen in hun doelgroepenbeleid plannen voor de gelijkheid

Par ailleurs, ce type de politique doit s'incarner dans des plans d'action à tous les niveaux de pouvoir, en particulier les régions, par des plans d'égalité et de non-discrimination à l'emploi, s'intégrant dans une politique de groupes cibles.

Pour des raisons macro-économiques, avec la contraction du marché du travail, si nous ne menons pas des politiques ciblées sur la remise sur le marché du travail de gens qui en sont exclus, des problèmes de tension de main-d'œuvre apparaîtront. À ceux qui n'ont pas envie de le faire pour des raisons de générosité, de respect des droits de l'homme ou de sensibilité politique, répétons qu'il s'agit d'une contrainte socio-économique. Des politiques renforcées et volontaristes doivent impérativement être menées, notamment en matière d'égalité et de diversité.

À titre personnel, je soutiens la proposition – contenue dans le plan qui aurait été présenté en avril si le gouvernement n'était pas tombé – de généraliser par entreprise d'une certaine taille des chartes d'égalité et de diversité relatives au recrutement, à l'évolution salariale, car l'écart salarial existe entre hommes et femmes comme entre autochtones et allochtones, d'évolution dans la carrière, car le même plafond de verre existe pour les personnes d'origine étrangère et pour les femmes. Les problèmes liés aux convictions, touchant notamment les congés, constituent encore une autre thématique.

À l'instar du SELOR, la fonction publique doit donner l'exemple. Il faut aussi penser à l'imposition d'objectifs chiffrés, pour une période limitée, quant à l'emploi public de personnes d'origine étrangère, surtout à Bruxelles, eu égard au taux de chômage.

Voilà un élément parmi tant d'autres d'une politique d'accès à l'emploi qui, elle-même, fait partie de la problématique de la diversité. Les évaluations nous fourniront des chiffres, que nous pourrions commenter ici.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je me réjouis de la réponse ministérielle, selon laquelle les partenaires sociaux s'en occupent.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur «l'aveu de faillite de la société Brink's» (n° 5-81)

Mme Fabienne Winckel (PS). – L'avenir des travailleurs de la société Brink's, qui se trouve dans ma région, me tient particulièrement à cœur. Malheureusement, il reste incertain.

Depuis une dizaine de jours, je constate avec plaisir des avancées positives dans ce dossier. Trois points ont particulièrement retenu mon attention.

Premièrement, la faillite a été reconnue irrecevable et deux administrateurs provisoires ont été désignés afin de trouver un repreneur pour la filiale de transport de fonds de la société Brink's.

Deuxièmement, le tribunal de commerce de Bruxelles a demandé que les administrateurs soient de nouveau désignés

en non-discrimination pour werk opnemen.

De arbeidsmarkt krimpt. Om macro-economische redenen moet dan ook een gericht beleid worden gevoerd om mensen die van de arbeidsmarkt worden uitgesloten, te re-integreren, want anders zal een tekort aan arbeidskrachten ontstaan. Zij die de maatregelen niet uit grootmoedigheid, uit respect voor de mensenrechten of uit politieke gevoeligheid willen implementeren, moeten dus beseffen dat het om een macro-economische noodzaak gaat. Er moet een versterkt en voluntaristisch beleid worden gevoerd, onder andere inzake gelijkheid en diversiteit.

Persoonlijk steun ik het voorstel om ondernemingen vanaf een bepaalde omvang algemeen te verplichten charters inzake gelijkheid en diversiteit op te stellen. Die charters moeten betrekking hebben op het beleid inzake aanwerving, loonevolutie en loopbaanvolutie. Loonevolutie is belangrijk omdat zowel tussen autochtonen en allochtonen als tussen mannen en vrouwen loonverschillen bestaan. Loopbaanvolutie is belangrijk omdat het glazen plafond zowel voor vrouwen als voor mensen van vreemde origine bestaat. Problemen die verband houden met de levensbeschouwelijke overtuiging, die onder andere tot uiting komen in de verlofdagen, zijn een ander thema.

De overheidsdiensten moeten, in navolging van SELOR, het voorbeeld geven. Ook moet eraan worden gedacht in de ambtenarij voor een bepaalde periode objectieve quota op te leggen voor mensen van vreemde origine. Dat geldt vooral voor Brussel, waar de werkloosheid groot is.

Het is dus een element van het beleid inzake de toegang tot werk, dat op zijn beurt deel uitmaakt van het diversiteitsbeleid. Voor een diepgaandere analyse wachten we de evaluaties af.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Het verheugt me dat de minister antwoordt dat de sociale partners zich over het probleem buigen.*

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid over «de faillissementsaanvraag van de vennootschap Brink's» (nr. 5-81)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *De toekomst van de werknemers van de vennootschap Brink's, gevestigd in mijn streek, ligt me bijzonder na aan het hart. Die toekomst blijft spijtig genoeg onzeker.*

Sinds een tiental dagen stel ik evenwel met genoegen vast dat het dossier een positieve wending krijgt. Drie punten trokken mijn aandacht.

Ten eerste, het faillissement werd niet als ontvankelijk erkend en er werden twee voorlopige bewindvoerders aangesteld om een overnemer voor het filiaal van het geldkoeriersbedrijf Brink's te zoeken.

Ten tweede, de rechtbank van koophandel van Brussel heeft

sur une autre base légale qui fonderait cette fois la reconnaissance des fautes graves commises par la direction de Brink's Belgium. Les administrateurs ont donc été reconduits sur la base d'un autre article du Code judiciaire sur la continuité des entreprises. Un sursis de trois mois a dès lors été accordé aux administrateurs afin de trouver un repreneur et de dégager un accord avec les créanciers de la société Brink's.

Troisièmement, la vente de la filiale de transports de diamants et de bijoux a été invalidée par le tribunal de commerce de Bruxelles. Par conséquent, la licence de Brink's sur le transport de diamants et bijoux a été suspendue à la suite d'un deuxième jugement.

Le tribunal a par ailleurs ordonné à la direction de rendre les clés et les codes des entrepôts sécurisés utilisés par la société Brink's Global Services sous peine d'une astreinte importante.

On note que si des solutions provisoires ont été dégagées, les parties poursuivent actuellement des pourparlers pour finaliser un accord complet.

J'attire votre attention sur le fait que les syndicats souhaitent rencontrer les quatre repreneurs potentiels de la société Brink's afin d'accélérer les pourparlers avec les administrateurs provisoires. Selon les informations dont je dispose, ces repreneurs seraient Cobelguard, Loomis, Seris et un homme d'affaires dénommé Ramy Baron. Les syndicats souhaitent également que l'on continue à les consulter lors des négociations de reprise.

Malgré une évolution significative de la situation, des questions essentielles subsistent, notamment quant à la certitude que tous les travailleurs ont réellement repris le travail, aux menaces qui pèseraient encore sur leur emploi, aux garanties relatives au maintien du site de Strépy, au paiement des salaires et primes de fin d'année, à l'évolution du dossier vers la confirmation d'un statut d'employé pour l'ensemble des travailleurs, au maintien des acquis sociaux et conditions salariales, aux éventuelles sanctions à l'égard de Brink's si la société était reconnue coupable de fautes graves, à l'éventuel enclenchement de la procédure Renault dans quelques mois selon l'évolution de la situation.

Disposez-vous d'informations complémentaires relatives à ces points cruciaux pour le bien-être et l'avenir des travailleurs concernés ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile. – Vos questions très précises s'adressent davantage à l'administrateur provisoire. Nous respectons en effet les compétences et nous devons éviter de nous immiscer dans les missions que le tribunal de commerce à confiées à l'administrateur provisoire.

Je ne reviendrai pas sur les détails de cette malheureuse saga. Un accord a été conclu entre les administrateurs provisoires et les syndicats pour reprendre le travail.

Fondamentalement, à une personne près, tout le monde est censé reprendre le travail. L'accord porte sur l'ensemble. Autre chose est de savoir s'il y a suffisamment de travail pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle l'administrateur provisoire a voulu utiliser les mesures anticrise toujours en

gevraagd de voorlopige bewindvoerders opnieuw aan te wijzen op een andere wettelijke basis, waarbij wordt erkend dat bij de directie van Brink's Belgium sprake is van zware fouten. Het mandaat van de bewindvoerders werd dus vernieuwd op basis van een ander artikel van het Gerechtelijk Wetboek, namelijk de continuïteit van de ondernemingen. Er werd opschorting van drie maanden verleend aan de bewindvoerders om een overnemer te vinden en een akkoord te bereiken met de schuldeisers van Brink's.

Ten derde, de verkoop van het filiaal voor het transport van diamanten en juwelen werd door de rechtbank van koophandel te Brussel nietig verklaard. De licentie van Brink's Diamond & Jewelry werd door een tweede vonnis opgeschort.

De rechtbank heeft het management verplicht de sleutels en de toegangscode te geven van de beveiligde opslagplaatsen die gebruikt worden door Brink's Global Services.

Er werden voorlopige oplossingen gevonden, maar de partijen de onderhandelingen voortzetten om tot een volledig akkoord te komen.

De vakbonden wensen de vier mogelijke overnemers van Brink's te ontmoeten om de onderhandelingen met de voorlopige bewindvoerders te versnellen. Volgens de inlichtingen waarover ik beschik zouden de mogelijke overnemers Cobelguard, Loomis, Seris en een zakenman, Ramy Baron, zijn. De vakbonden wensen ook dat ze verder bij de overnameonderhandelingen worden betrokken.

Er is een belangrijke evolutie, maar er blijven fundamentele vragen, in het bijzonder over de zekerheid dat alle werknemers het werk hebben hervat, de nog steeds aanhoudende werkonzekerheid, de garanties voor het behoud van de vestiging van Strépy, de betaling van de lonen en de eindejaarspremies, de evolutie van het dossier over het bediendestatuut voor alle werknemers, het behoud van de sociale verworvenheden en de loonvoorwaarden, eventuele sancties voor Brink's als de vennootschap schuldig zou worden bevonden aan zware fouten en eventueel de start van de Renaultprocedure over enkele maanden, naargelang van de evolutie van de situatie.

Beschikt de minister over bijkomende inlichtingen met betrekking tot deze punten, die van groot belang zijn voor het welzijn en de toekomst van de betrokken werknemers?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid. – Uw vragen zijn veeleer bedoeld voor de voorlopige bewindvoerder. We respecteren de bevoegdheden. We moeten vermijden ons te mengen in de opdrachten die de rechtbank van koophandel de voorlopige bewindvoerders heeft toevertrouwd.

Ik ga niet dieper in op de details van dit droevige verhaal. De voorlopige bewindvoerders en de vakbonden zijn tot een akkoord gekomen om het werk te hervatten.

Vrijwel alle werknemers worden geacht het werk te hervatten. Er is een akkoord over het geheel. De vraag is of er voldoende werk is voor iedereen. Daarom hebben de voorlopige bewindvoerders gebruik willen maken van de crisismaatregelen die nog van kracht zijn en die betrekking

vigueur pour jouer sur le volume et le temps de travail. L'offre de reprise du travail est faite à tous les travailleurs. Il n'y a pas de licenciement à ce stade, et tout est géré collectivement.

Ce n'est pas pour autant que tout le monde travaille à temps plein. Certains clients étant partis, les prestations ont évidemment été réduites.

À ce stade, le paiement des salaires, des primes de fin d'année et autres ne devrait pas poser problème. Tout dépend des résultats de l'analyse budgétaire et financière réalisée actuellement par le tribunal. La faillite n'a pas été acceptée à ce stade, mais ce n'est pas pour autant qu'elle ne le sera pas demain. Cette analyse permettra de déterminer s'il y a suffisamment d'argent dans les caisses pour payer les salaires et reprendre une activité. D'après les informations dont nous disposons à l'heure actuelle, il n'y a pas de risque fondamental.

Pour le reste, l'avenir nous dira si une faillite est irréversible. Auquel cas, nous verrons, après la faillite, si l'administrateur provisoire décide de mettre un terme aux contrats de personnes qui peuvent, par la suite, être reprises par le repreneur éventuel. Vous savez qu'au moins 200 personnes peuvent également être reprises par une entreprise concurrente.

Peut-être aussi que l'on ne passera pas par une faillite mais par une négociation de reprise avant faillite, auquel cas on reprend les contrats et les statuts existants.

Des différences juridiques existent donc en fonction du choix qui sera posé. Passera-t-on par une faillite ou pas ? Après une faillite, met-on un terme à tous les contrats ou certains contrats sont-ils repris ? Vous savez qu'une convention collective prévoit que le repreneur qui, après une faillite, reprend les contrats de personnes qui n'ont pas été licenciées, doit suivre les statuts initiaux, en tout cas si la reprise intervient dans les six mois. Ce n'est pas le cas si l'on passe par une faillite et par des licenciements ; les personnes sont alors réengagées avec un nouveau contrat. Or vous savez que dans toutes les sociétés du secteur, les membres du personnel ont tous un statut d'ouvrier. Dans les discussions de reprise, ce débat sur le statut et les modalités juridiques peut se produire.

Tout cela reste en question. Je crois que les administrateurs provisoires font bien leur travail. Les syndicats sont responsables et ont également accepté cette reprise. Une concertation sociale réelle se noue actuellement. Si des discussions ont lieu avec des repreneurs, il y aura inmanquablement une concertation avec les syndicats. Je pense que tout le monde est très lucide sur les différents scénarios possibles en cas de reprise.

Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «les jours d'ouverture des musées Constantin Meunier et Wiertz» (n° 5-82)

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Les Musées royaux des

hebben op het werkvolume en de arbeidstijd. Het voorstel tot werkhervatting werd voorgelegd aan alle werknemers. Er zijn tot hier toe geen ontslagen, alles wordt collectief geregeld.

Niet iedereen is fulltime aan het werk. Sommige klanten zijn weg en het werkvolume is uiteraard verminderd.

Op dit ogenblik is de betaling van de lonen en de eindejaarspremies geen probleem. Alles hangt af van de resultaten van het budgettaire en financiële onderzoek door de rechtbank. Het faillissement werd in dit stadium niet aanvaard, maar dat betekent niet dat het in de toekomst niet gebeurt. Op basis van het onderzoek kan worden uitgemaakt of er voldoende geld beschikbaar is om de lonen te betalen en de activiteit te hervatten. Volgens de inlichtingen waarover we beschikken is er geen fundamenteel risico.

De toekomst zal uitwijzen of een faillissement onherroepelijk is. In dat geval zullen we afwachten of de voorlopige bewindvoerder beslist de contracten te beëindigen van werknemers die kunnen worden overgenomen door een eventuele overnemer. Ten minste 200 personeelsleden kunnen worden overgenomen door een concurrent.

Het is ook mogelijk dat er geen faillissement komt, maar een overnameonderhandeling met overname van de contracten en de bestaande statuten.

Er zijn dus juridische verschillen naargelang van de keuze die zal worden gemaakt. Komt er een faillissement of niet? Zullen na het faillissement alle contracten worden beëindigd of zullen bepaalde contracten worden overgenomen? U weet dat een collectieve overeenkomst inhoudt dat de overnemer die na het faillissement de contracten overneemt van de werknemers die niet werden ontslagen, de basisstatuten moet volgen, in elk geval wanneer de overname binnen de zes maanden plaatsvindt. Dat is niet het geval bij een faillissement en afdankingen. In dat geval worden de werknemers met een nieuw contract aangeworven. Zoals u weet, hebben de personeelsleden in alle ondernemingen van die sector een arbeidersstatuut. Het debat over het statuut en de juridische bepalingen kan een onderdeel zijn van de overnamebesprekingen.

Ik denk dat de voorlopige bewindvoerders goed werk leveren. De vakbonden zijn redelijk en hebben ingestemd met de werkhervatting. Het sociaal overleg wordt momenteel opgestart. Bij de besprekingen met de overnemers, zal ongetwijfeld overleg plaatsvinden met de vakbonden. Bij een overname zullen de verschillende mogelijke scenario's grondig worden bestudeerd.

Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de openingsdagen van het Constantin Meunier- en het Wiertzmuseum» (nr. 5-82)

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – De Koninklijke musea

Beaux-Arts de Belgique sont un fleuron de notre patrimoine culturel. Outre les célèbres musées d'Art ancien et d'Art moderne, l'association compte également le récent musée Magritte, ainsi que deux institutions plus confidentielles mais néanmoins de qualité, à savoir les musées Constantin Meunier et Antoine Wiertz. Ce dernier a même été qualifié d'« institution culte » par le magazine français *Géo* dans son hors-série consacré aux cent plus beaux musées d'Europe.

Pourtant, ces deux musées ont une politique d'ouverture pour le moins curieuse, puisqu'ils ne sont accessibles que du mardi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, ou le week-end, mais sur rendez-vous, et uniquement pour des groupes constitués de dix personnes minimum. Dans les faits, cela revient à exclure la majorité du public habituel des musées, à savoir des personnes qui étudient ou travaillent durant la semaine.

En 2008, à une précédente question sur le sujet, vous indiquiez que l'audience du public était trop restreinte pour permettre une ouverture le week-end.

Pour ma part, il me semble que nous nous trouvons ici face à la question classique de qui doit être le premier, l'œuf ou la poule : il est en effet certain qu'avec de pareils horaires, le public ne pourra affluer en masse dans ces musées. En revanche, une politique bien pensée d'ouverture et de promotion de ces joyaux culturels devrait permettre d'attirer une audience plus large que celle qu'ils connaissent actuellement.

C'est pourquoi, madame la ministre, je souhaiterais savoir si vous envisagez de reconsidérer l'ouverture sans conditions de réservation préalable ou de constitution d'un groupe de ces musées, le week-end, éventuellement en alternance, un le midi, et l'autre l'après-midi, ou un week-end sur deux. Comme vous pouvez le constater, je suis ouverte aux propositions.

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – Le problème de l'accès aux musées fédéraux est un problème crucial, qui se situe au carrefour, d'une part, de l'ambition de faire partager ce patrimoine fédéral par un maximum de personnes, et, d'autre part, de la nécessité de disposer d'effectifs en personnel et de moyens budgétaires que le SPP Politique scientifique ne possède pas actuellement. Une logique de service au citoyen et une logique de gestion efficace en fonction des moyens disponibles, doivent donc se réconcilier et trouver un équilibre. L'équilibre consistera à mettre le patrimoine le plus possible à la disposition du citoyen, tout en maximisant le service aux endroits de prédilection de ce même citoyen.

Il est normal que les musées fédéraux, que ce soient les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique ou les trois autres, consacrent en premier lieu les effectifs disponibles à un service aussi large et aussi souple que possible pour les salles et le patrimoine qui attirent le plus de monde. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que dans les musées fédéraux, certaines salles sont largement accessibles sans pour autant attirer les foules. C'est le propre de tous les musées.

Les responsables des musées savent quels sujets attirent le plus de monde, et quels sujets sont et seront toujours moins attrayants. Les mêmes tendances existent dans tous les

voor Schone Kunsten van België zijn de parel van ons cultureel erfgoed. Naast de bekende musea voor oude en moderne kunst is er ook het onlangs geopende Magrittemuseum en twee meer beperkte, maar kwaliteitsvolle instellingen, namelijk het Constantin Meunier- en het Antoine Wiertzmuseum. Dit laatste wordt zelfs bejubeld in een aparte uitgave van het Franse magazine Géo over de honderd mooiste musea van Europa.

Deze twee musea hebben nochtans eigenaardige openingsuren, want ze zijn maar open van dinsdag tot vrijdag van 10 tot 12 en van 13 tot 17 uur, in het weekend op afspraak en enkel voor groepen van minstens tien personen. Hiermee wordt een groot deel van de bezoekers uitgesloten, namelijk studenten of mensen die tijdens de week werken.

In 2008 werd hierover al een vraag gesteld. U antwoordde toen dat er te weinig bezoekers waren om het museum tijdens het weekend open te houden.

Het is een vicieuze cirkel: de musea kunnen onmogelijk door veel bezoekers worden bezocht als de openingsuren beperkt zijn. Een weldoordacht beleid inzake openingsuren en promotie van deze culturele juweeltjes kan een ruimer publiek aantrekken dan nu het geval is.

Daarom, mevrouw de minister, wens ik te weten of u een opening van deze musea overweegt zonder verplichting om te reserveren of specifieke voorwaarden inzake bezoek in groep. Tijdens het weekend zouden de musea eventueel om de beurt een halve dag kunnen openen – de ene week 's ochtends en de andere week 's middags –, of een weekend op twee. Ik sta open voor voorstellen.

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – *De toegang tot de federale musea is een fundamenteel probleem. Enerzijds wil men het federale patrimonium voor zoveel mogelijk mensen openstellen en anderzijds beschikt de POD Wetenschapsbeleid daarvoor niet over voldoende personeel en financiële middelen. Er moet dus een evenwicht worden gezocht tussen de dienstverlening aan de burger en een efficiënt beleid in functie van de beschikbare middelen. Het evenwicht bestaat erin het patrimonium zoveel mogelijk open te stellen voor de burger, met een maximale dienstverlening op de plaatsen waarvoor diezelfde burger het meeste interesse heeft.*

Het is normaal dat de federale musea, of het nu de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België of de drie andere zijn, in de eerste plaats het beschikbare personeel zo ruim en zo soepel mogelijk inzetten voor de zalen en het patrimonium die de meeste mensen aantrekken. Men mag ook niet vergeten dat sommige zalen in de federale musea zeer toegankelijk zijn, zonder daarom een massa mensen aan te trekken. Dat is eigen aan alle musea.

De museumleiding weet welke werken de meeste mensen aantrekken en welke thema's minder attractief zijn. Dat geldt voor alle musea in de wereld.

musées du monde.

Le Musée Wiertz et le Musée Meunier sont des fleurons de notre patrimoine, nous sommes d'accord sur ce point, mais le public ne les a jamais massivement visités. Le secteur muséal a des expériences de grandes campagnes de communication visant à drainer les foules vers des sujets moins habituels, et il sait que ces campagnes ne changent jamais radicalement les habitudes des visiteurs de musées.

Les Musées royaux des Beaux-Arts sont pourtant bien conscients de l'importance de ces deux artistes ; une rétrospective Meunier est notamment prévue en 2013. Il y a une différence entre une exposition temporaire, qui crée un événement, et une exposition permanente.

De plus, les installations actuelles du Musée Wiertz ne lui permettent pas d'accueillir de nombreux visiteurs à la fois. Là encore, les adaptations exigeraient un budget important.

C'est par nécessité et avec regret que la direction des Musées royaux des Beaux-Arts a dû décider des modalités d'accès actuellement en vigueur, car chaque musée et chaque responsable politique de musées rêvent d'un accès le plus large possible.

Néanmoins, j'ai d'ores et déjà saisi l'administration de la Politique scientifique fédérale afin qu'elle me fasse part de propositions d'initiatives des services éducatifs, des services de communication et de synergies avec d'autres acteurs culturels qui pourraient à moyen terme, contribuer au développement de projets de notoriété publique autour des musées Wiertz et Meunier.

Votre proposition a également été transmise au responsable du SPP Politique scientifique.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Je vous remercie pour votre réponse, madame la ministre. Je crois que nous nous rejoignons sur bon nombre d'éléments. Au fond, ce dont il est question, au-delà de la question des horaires, c'est bien du rôle des musées dans nos sociétés. Je crois que nous devons nous nous interroger notamment sur leur responsabilité dans l'éducation de nos jeunes en favorisant leur ouverture au monde pour nous efforcer d'aménager leurs horaires en fonction des attentes du public.

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – Nous devons nous situer dans les limites du budget destiné au personnel. Le parlement votera bientôt le budget 2011, en douzièmes provisoires, certes. Si les parlementaires votent un budget plus important, nous pourrions procéder à des aménagements.

Je suis persuadée qu'il y a certainement moyen de faire mieux avec le cadre actuel, et c'est précisément cette voie que nous étudions. Cependant, il ne faut pas croire que tout est possible avec le budget et le personnel dont nous disposons.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Je suis entièrement d'accord. C'est une question de choix politique.

J'ai récemment découvert avec étonnement que le musée Wiertz avait rouvert ses portes après plusieurs mois de travaux. La communication n'a pas été optimale, et c'est bien dommage.

Het Wiertzmuseum en het Meuniermuseum zijn echte pronkstukken van ons patrimonium, daarover zijn we het eens, maar ze worden niet massaal bezocht. De museumsector heeft ervaring met grote communicatiecampagnes om mensen naar minder voor de hand liggende werken te lokken, maar campagnes veranderen nooit radicaal de gewoonten van de museumbezoekers.

De Koninklijke Musea voor Schone Kunsten zijn zich nochtans bewust van het belang van de twee kunstenaars. Er is zelfs een retrospectieve van Meunier gepland in 2013. Er is wel een verschil tussen een tijdelijke tentoonstelling en een permanente tentoonstelling.

De inrichting van het Wiertzmuseum is trouwens niet geschikt om veel bezoekers tegelijk te ontvangen. Ook hier vereisen aanpassingen een belangrijke financiële inspanning.

Het is uit noodzaak en met spijt dat de directie van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten tot de huidige toegangsvoorwaarden moet toepassen. Elk museum en elke beleidsverantwoordelijke droomt immers van een zo ruim mogelijke toegang.

Ik heb de FOD Wetenschapsbeleid niettemin verzocht mij op de hoogte te brengen van initiatieven van de educatieve diensten en de communicatiediensten, en van de samenwerking met andere culturele actoren die op middellange termijn kunnen bijdragen tot de bekendheid van het Wiertz- en het Meuniermuseum.

Uw voorstel werd overgemaakt aan de verantwoordelijke van de POD Wetenschapsbeleid.

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – *We zijn het eens over heel wat elementen. Het gaat hier niet alleen over de openingsoren, maar over de rol van musea in de samenleving. We moeten ons bewust zijn van het belang van musea in de opvoeding van jongeren en trachten bij te dragen tot hun ontwikkeling. Daarom moeten we ons inspannen om de openingsuren aan te passen aan de verwachtingen van het publiek.*

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – *We moeten rekening houden met de beperkingen van het personeelsbudget. Het parlement stemt binnenkort over de begroting 2011, weliswaar in voorlopige twaalfden. Als de parlementsleden over een ruimer budget zouden stemmen, kunnen we overgaan tot aanpassingen.*

Ik ben ervan overtuigd dat het mogelijk moet zijn het beter te doen dan nu. Men mag er evenwel niet van uitgaan dat alles mogelijk is met het budget en het personeel waarover we beschikken.

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – *Ik ben het daar volledig mee eens. Het is een kwestie van beleidskeuzen.*

Ik heb onlangs met verwondering vastgesteld dat het Wiertzmuseum na verschillende maanden van werkzaamheden werd heropend. De communicatie was evenwel niet optimaal en dat is jammer.

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – J'ai la ferme intention de relancer une campagne de promotion pour attirer davantage de visiteurs.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – C'est parfait. Je ne manquerai pas de vous interroger sur les propositions que vous fera le département de la Politique scientifique.

Demande d'explications de M. Bart Tommelein à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «l'affiliation des mandataires politiques à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants» (n° 5-3)

M. Bart Tommelein (Open Vld). – *Les personnes chargées d'un mandat dans un organisme public ou privé ne sont pas en cette qualité soumis à l'obligation de s'affilier à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, selon l'article 5bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967.*

Je constate que l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) somme néanmoins les personnes qui, en tant que mandataires politiques sont désignées par leur conseil communal pour exercer un mandat dans un conseil d'administration avec voix consultative, de s'affilier à une mutuelle. On leur dit en même temps que, si elles n'obtempèrent pas, elles seront en infraction.

Selon le conseil de l'INASTI, il faut en effet faire une distinction entre les mandataires qui ont un droit de vote et ceux qui ne siègent qu'à titre consultatif. Ces derniers ne sont pas considérés par l'INASTI comme mandataires et ne relèvent donc pas de l'article 5bis. Il s'agit d'une interprétation très contestable qui ne tient aucun compte du fait que les mandataires qui n'exercent un mandat qu'à titre consultatif ont néanmoins reçu démocratiquement ce mandat, tant de l'électeur que du conseil communal. Une discussion législative à ce sujet ne serait du reste pas conforme à l'esprit de la loi.

L'INASTI aurait commencé à utiliser cette interprétation à partir de 2007 de sorte que trois ans plus tard comme c'est couramment le cas pour les indépendants, donc à partir de 2010, il a commencé à mettre en demeure les mandataires.

L'approche de l'INASTI a-t-elle déjà suscité des contestations ? Qu'en pense la ministre ? Quelle initiative prendra-t-elle pour résoudre cette situation kafkaïenne ?

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – *L'INASTI m'informe qu'il s'en est toujours tenu à la même interprétation. Il n'y a eu de ce point de vue aucun changement en 2007.*

La première condition pour l'application des dispositions de l'article 5bis est d'avoir un mandat dans une institution publique ou privée.

Un mandat est une convention par laquelle une personne, le

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – *Ik ben vast van plan opnieuw een promotiecampagne te lanceren om meer bezoekers aan te trekken.*

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – *Dat is uitstekend. Ik zal niet nalaten u vragen te stellen over de voorstellen van de FOD Wetenschapsbeleid.*

Vraag om uitleg van de heer Bart Tommelein aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de aansluiting bij een sociale kas voor zelfstandigen als politiek mandataris» (nr. 5-3)

De heer Bart Tommelein (Open Vld). – *Personen die belast zijn met een mandaat in een openbare of privé-instelling, zijn in die hoedanigheid niet onderworpen aan de verplichte aansluiting bij een sociale kas voor zelfstandigen. Ik verwijs daarbij naar artikel 5bis van het koninklijk besluit nr.38 van 27 juli 1967.*

Ik stel vast dat het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) personen die als politiek mandataris door hun gemeenteraad gemandateerd werden om met raadgevende stem zitting te hebben in een raad van bestuur, toch aanmaant om zich aan te sluiten bij een sociaal verzekeringsfonds. Hun wordt tevens gezegd dat, indien zij dat nalaten, ze in gebreke zullen worden gesteld.

Volgens het bestuur van het RSVZ moet namelijk een onderscheid worden gemaakt tussen stemgerechtigde mandatarissen en diegenen die slechts een raadgevende stem hebben. Die laatste beschouwt het RSVZ dus niet als mandataris en zij vallen volgens het instituut daarom niet onder artikel 5bis. Dat is een erg betwistbare interpretatie die geen rekening houdt met het feit dat ook mandatarissen met alleen een raadgevende stem wel degelijk een democratisch mandaat hebben gekregen, zowel van hun kiezers als van hun gemeenteraad. Een juridisch-technische discussie hierover zou overigens niet stroken met de geest van de wet.

Het RSVZ zou die interpretatie vanaf 2007 zijn gaan hanteren, zodat het dus drie jaar later, zoals gebruikelijk voor zelfstandigen, of vanaf 2010 met ingebrekestellingen begint te dreigen.

Zijn al betwistingen bekend over de aanpak van het RSVZ? Wat is het standpunt van de minister ter zake? Welk initiatief zal de minister nemen om uit die kafkaïaanse situatie te raken?

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – *Het RSVZ meldt mij dat het sinds jaar en dag vasthoudt aan dezelfde interpretatie. Er is in 2007 daaromtrent geen wijziging geweest.*

De eerste voorwaarde voor de toepassing van artikel 5bis is houder zijn van een mandaat in een privé- of publieke instelling.

Een mandaat is een overeenkomst waarbij een persoon, de

mandant, charge une autre personne, le mandataire, d'effectuer pour son compte et en son nom un ou plusieurs actes juridiques. C'est en ce sens que le concept est utilisé dans l'article 5bis de l'arrêté royal n° 38. Le point de départ de cette interprétation vient de ce que ni le texte même de l'article en question, ni les travaux préparatoires ne précisent la signification exacte de la notion de « mandat ». En conséquence, il faut se référer au contenu de la notion de mandat en droit civil.

En droit civil, mandat est synonyme de procuration. C'est à dire de l'acte juridique par lequel une personne donne à quelqu'un d'autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Un acte juridique est un acte de volonté par lequel on vise à obtenir des effets juridiques ou à les empêcher.

Étant donné que l'exercice de la fonction d'expert ou de conseiller n'entraîne pas d'effet juridique, elle ne tombe pas sous le coup de l'article 5bis et l'expert ou le conseiller devra s'affilier à une caisse d'assurances sur la base des dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967.

L'INASTI m'informe que les contestations ne sont pas comptabilisées mais que la cour du travail d'Anvers a confirmé dans un arrêt du 16 janvier 2009 l'interprétation de l'INASTI. J'ai reçu la semaine dernière par hasard une demande semblable d'un membre du Conseil provincial de la Flandre occidentale.

À mon sens l'interprétation peut difficilement être contestée sur le plan juridique. Je ne puis actuellement m'exprimer sur le souhait d'une éventuelle adaptation du texte puisque le gouvernement est en affaires courantes. Ce que je puis toutefois faire, c'est d'envoyer la question pour avis au Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.

M. Bart Tommelein (Open Vld). – *Juridiquement parlant, cette interprétation est correcte. Mais le législateur n'a sûrement pas eu l'intention de faire une distinction entre les membres du conseil communal selon que le mandat qui leur est confié est un mandat avec droit de vote ou un mandat à titre consultatif.*

Si, d'un point de vue strictement juridique, il est erroné d'appliquer l'article 5bis de l'arrêté royal n° 38 à un mandataire sans droit de vote, il me semble alors nécessaire, quelle que soit la composition du futur gouvernement, de prendre une initiative législative pour modifier cet arrêté royal.

Je vais examiner avec le président de la commission s'il est possible de déposer, une proposition de loi transcendant les frontières des partis pour clarifier la situation.

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – *Il serait peut-être aussi intéressant de prendre contact avec le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.*

M. le président. – *J'accepte l'invitation de M. Tommelein à collaborer à l'élaboration d'une telle proposition de loi.*

lastgever, een andere persoon, de mandataris, belast met het vervullen, voor zijn rekening en in zijn naam, van een of meerdere rechtshandelingen. Het is in die zin dat het begrip is opgenomen in artikel 5bis van koninklijk besluit nr. 38. Het uitgangspunt van die interpretatie is dat in de tekst zelf van bedoeld artikel, noch in de voorbereidende werken nader wordt ingegaan op de precieze betekenis van het begrip 'mandaat'. Bijgevolg dient te worden teruggegrepen naar de betekenis van het woord 'mandaat' in het burgerlijk recht.

In de burgerrechtelijke betekenis van het woord is het mandaat een synoniem van lastgeving. Dat is een rechtshandeling waarbij een persoon aan iemand anders de macht geeft om iets voor de lastgever en in zijn naam te doen. Een rechtshandeling is een wilsdaad waarbij wordt beoogd rechtsgevolgen in het leven te roepen of te beletten dat ze tot stand komen.

Aangezien een expert, adviseur of deskundige geen rechtshandelingen kan treffen, valt hij niet onder de toepassing van artikel 5bis en zal hij verzekeringsplichtig zijn op grond van de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967.

Het RSVZ meldt mij dat het aantal betwistingen niet kan worden geteld, maar dat het Arbeidshof van Antwerpen de interpretatie waarnaar hier wordt verwezen, op 16 januari 2009 nog met een arrest heeft bevestigd. Ik ontving vorige week toevallig een gelijkaardige vraag van een West-Vlaams provincieraadslid.

Op juridisch vlak kan de interpretatie mijns inziens moeilijk worden betwist. Over de wenselijkheid van een eventuele tekstaanpassing kan ik mij in het kader van een regering die alleen lopende zaken behandelt, momenteel niet uitspreken. Wat ik wel kan doen, is het vraagstuk voor advies voorleggen aan het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen.

De heer Bart Tommelein (Open Vld). – *Zuiver juridisch is die interpretatie juist. Het kan echter niet de bedoeling van de wetgever geweest zijn voor gemeenteraadsleden een onderscheid te maken tussen mandaten met stemrecht en mandaten zonder.*

Als het zuiver juridisch verkeerd is om artikel 5bis van het koninklijk besluit nr. 38 toe te passen op een mandataris zonder stemrecht, dan lijkt het me nodig, ongeacht de samenstelling van de toekomstige regering, een wetgevend initiatief te nemen om dat koninklijk besluit te wijzigen.

Ik zal met de voorzitter van de commissie nagaan of we over de partijgrenzen heen een wetsvoorstel kunnen indienen om duidelijkheid te scheppen.

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – *Het is misschien ook interessant daarover contact op te nemen met het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen.*

De voorzitter. – *Ik ga in op de uitnodiging van de heer Tommelein. Ik wil meewerken aan zulk een wetsvoorstel.*

(La séance est levée à 11 h 45.)

(De vergadering wordt gesloten om 11.45 uur.)